



04

Économie nationale

991-1401

Analyse de la productivité du travail dans le secteur des services de 1997 à 2014



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la statistique OFS

Neuchâtel 2016

Domaine «Économie nationale»

Publications actuelles sur des thèmes apparentés

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées veuillez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).

Analyse de la productivité multifactorielle en Suisse de 1995 à 2014, Neuchâtel 2016, 22 pages, gratuit, numéro OFS: 1608-1400

Productivité du travail en Suisse, Analyse de l'évolution de 1995 à 2013, Neuchâtel 2015, 36 pages, 10 francs (TVA excl.), numéro OFS: 991-1301

Révision du PIB par habitant, Analyse de l'évolution de 1991 à 2013, Neuchâtel 2015, 34 pages, 10 francs (TVA excl.), numéro OFS: 1525-1500

Mesure de la productivité du travail en Suisse, Rapport de méthode, Neuchâtel 2015, 22 pages, gratuit, numéro OFS: 877-1500-05

Considérations sur l'évolution conjoncturelle et structurelle de l'économie suisse, Neuchâtel 2013, 27 pages, gratuit, numéro OFS: 1373-1300

Domaine «Économie nationale» sur Internet

www.statistique.ch → Trouver des statistiques
→ 04 – Économie nationale

Analyse de la productivité du travail dans le secteur des services de 1997 à 2014

Rédaction	Marius Ley, OFS
Contenu	Arzu Altun, OFS; Marius Ley, OFS
Éditeur	Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2016

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Arzu Altun, OFS, tél. 058 467 25 54;
Marius Ley, OFS, tél. 058 463 66 13;
info.wsa@bfs.admin.ch

Rédaction: Marius Ley, OFS

Contenu: Arzu Altun, OFS; Marius Ley, OFS

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 04 Économie nationale

Langue du texte original: Allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: Section DIAM, Prepress/Print

Graphiques: Section DIAM, Prepress/Print

Page de titre: OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne;
photo: © D. von Burg

Impression: Cavelti SA, Gossau

Copyright: OFS, Neuchâtel 2016
La reproduction est autorisée, sauf à des fins
commerciales, si la source est mentionnée

Commandes d'imprimés: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61,
order@bfs.admin.ch

Prix: fr. 8.– (TVA excl.)

Téléchargement: www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS: 991-1401

ISBN: 978-3-303-04093-5



Table des matières

1	Introduction	5
2	Particularités méthodologiques	6
2.1	Définition, délimitation et subdivision du secteur des services	6
2.2	Difficultés posées par la mesure de la productivité du travail	6
2.2.1	La valeur ajoutée en termes nominaux	6
2.2.2	Calcul des volumes	7
3	Analyse des branches du secteur des services	9
3.1	Aperçu général	9
3.2	Contributions des branches à la croissance de la productivité du travail du secteur des services	12
3.3	Productivité du travail et ouverture sur l'étranger	13
3.4	Évolution de la productivité du travail par branche	14
4	Résumé et conclusions	22
	Bibliographie	23
	Abréviations	24
	Annexe	25

1 Introduction

Après avoir publié récemment une étude consacrée à l'évolution de la productivité du travail au cours des vingt dernières années¹, l'Office fédéral de la statistique OFS se concentre, dans cette nouvelle publication, sur l'évolution de la productivité dans le secteur des services afin d'améliorer la compréhension de ce sujet. Plusieurs raisons sont à l'origine de cette démarche.

La principale raison tient à l'importance prise par le secteur des services suite aux mutations structurelles de l'économie qui se sont poursuivies durant la période 1997 – 2014, considérée ici, et qui ont conduit à l'avènement d'une société du tertiaire. Le tertiaire totalise de nos jours quelque 68% des emplois du secteur marchand de l'économie (ou «business sector»). Parallèlement, sa contribution à la valeur ajoutée brute totale est passée à 67%.

Une autre raison tient au fait que, si l'on considère les chiffres agrégés par secteur, on constate que le secteur des services affiche une croissance de la productivité du travail plutôt inférieure à la moyenne. De 1997 à 2014, sa productivité du travail a augmenté en moyenne annuelle de 0,8% en termes réels, soit moins que celles des secteurs primaire et secondaire (respectivement 2,3% et 1,2%). Dans les milieux politico-économiques – en Suisse comme à l'étranger –, le ralentissement sensible depuis la crise financière de 2008 de la croissance de la productivité du travail dans le monde fait l'objet d'un large débat. Dans ce contexte, il est naturellement d'autant plus intéressant de savoir quelle contribution chaque secteur et branche de l'économie fournit à la croissance de la productivité ou à son ralentissement, compte tenu en particulier de l'importance toujours croissante du secteur des services.

Il importe toutefois de remarquer que le secteur des services ne constitue en aucun cas un ensemble homogène. Les différentes branches qui le composent ont toujours été et sont encore plus ou moins influencées par divers facteurs tels que la mondialisation, l'évolution de la demande des ménages et des entreprises et les innovations technologiques. Le niveau de leur productivité du travail, tout comme sa croissance, présente de ce fait des disparités elles aussi plus ou moins marquées. Par ailleurs, les directives internationales relatives à la mesure et au calcul de la valeur ajoutée diffèrent parfois beaucoup selon les branches des services². Il est par conséquent fondamental de passer systématiquement en revue ces différences, qu'elles portent sur les valeurs calculées ou sur les méthodes utilisées,

si l'on veut rendre plus compréhensible la question de la productivité du travail dans le secteur des services. Le but de cette publication est précisément de fournir une telle vue d'ensemble.

La présente publication se subdivise en deux grandes parties: le chapitre 2 aborde les particularités méthodologiques de la mesure de la productivité du travail dans le secteur des services et explique quelques notions fondamentales. L'analyse proprement dite de la productivité du travail et de son évolution dans les années 1997 à 2014 et les commentaires à ce sujet font l'objet du chapitre 3. Ce chapitre porte aussi sur la contribution des différentes branches à la croissance de la productivité totale du travail et traite brièvement du rapport entre la productivité dans ces branches et leur ouverture sur l'étranger. Le chapitre 4 présente quelques conclusions.

La publication s'adresse aux milieux économiques et politiques ainsi qu'aux médias, de même qu'aux étudiants, aux chercheurs et à tous ceux qui s'intéressent à la productivité en Suisse.

¹ OFS (2015): Productivité du travail en Suisse, Analyse de l'évolution de 1995 à 2013.

² Les normes en vigueur actuellement sont le Système européen des comptes nationaux (SEC 2010) et le système de comptabilité nationale (SCN 2008).

2 Particularités méthodologiques

2.1 Définition, délimitation et subdivision du secteur des services

Seules sont considérées ci-après les activités marchandes du secteur des services, soit le secteur marchand du tertiaire. Autrement dit, la part de la valeur ajoutée des agents non marchands – soit les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) – n'est pas prise en compte, la mesure de la productivité des activités non marchandes soulevant de grandes difficultés. L'administration publique, y compris toutes les activités publiques non marchandes (NOGA 84), et les ISBLSM, principalement actives dans l'enseignement et le social, ne font pas l'objet de cette analyse et leurs données en sont par conséquent exclues.

Conformément à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA 2008)³, le secteur des services correspond aux codes 45 à 97 de la NOGA et se compose de 24 branches en partie agrégées. Le tableau TA 1 en annexe donne la liste de ces branches. D'après les chiffres les plus récents, environ 83% de la totalité des emplois du secteur des services (c.-à-d. y compris l'administration publique et les ISBLSM) relèvent du secteur marchand.

2.2 Difficultés posées par la mesure de la productivité du travail

L'analyse sectorielle de la productivité du travail, qui fait l'objet de la présente publication, se fait à l'aide de la valeur ajoutée brute (VAB) par équivalent plein temps (EPT). Les organisations internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et les divers manuels des Comptes nationaux (CN) recommandent de calculer la productivité du travail à partir des heures effectives de travail⁴. Mais comme ces données font défaut pour l'analyse sectorielle de la productivité, on a recours aux emplois exprimés en équivalents plein temps. L'interprétation de cette mesure est aisée parce que la référence

utilisée est l'intrant en travail d'un emploi à plein temps spécifique à une branche. Cependant, les EPT mesurent moins précisément le volume de travail⁵.

La VAB correspond à la valeur de production brute (VPB), soit la totalité des biens et services produits déduction faite de la consommation intermédiaire, c.-à-d. les biens et services consommés ou transformés dans le processus de production. Elle ne mesure donc que la valeur ajoutée créée au cours du processus de production. La VAB est établie par les comptes nationaux (CN). Elle est publiée sous la forme d'un compte de production⁶. La statistique de la valeur ajoutée constitue la principale source d'information pour le calcul de la VAB. Cette statistique est produite à partir des données d'une enquête auprès des entreprises de presque toutes les branches du secondaire et du tertiaire (environ deux tiers des branches). Ne sont pas couverts le secteur public, la santé ni les banques et assurances⁷. Les paragraphes qui suivent mettent en lumière quelques spécificités propres à la mesure de l'activité économique dans le secteur des services, les difficultés qu'elle soulève et les problèmes qui peuvent en découler pour mesurer la VAB.

2.2.1 La valeur ajoutée en termes nominaux

Dans le secteur des services, les transports publics (NOGA 49) et la santé humaine (NOGA 86) sont les principales branches qui touchent des **subventions sur les produits**⁸. Comme il s'agit de prestations des pouvoirs publics, elles sont ajoutées à la VPB de la branche en question⁹. La VAB étant calculée aux prix de base, c.-à-d. non compris les impôts sur les produits mais y compris les subventions touchées sur les produits, ces subventions ont un impact sur la productivité du travail.

⁵ Pour des informations plus détaillées sur les critères de l'intrant en travail et sur les statistiques disponibles en Suisse, voir: OFS (2015): Mesure de la productivité du travail en Suisse, Rapport de méthode.

⁶ Voir www.statistique.ch → Trouver des statistiques → 04 – Économie nationale → Comptes nationaux → Compte de production

⁷ Voir aussi OFS (2015): Inventaires des méthodes d'estimation du PIB et du RNB de la Suisse.

⁸ Les subventions sur les produits sont des subventions fournies par unité de marchandise ou de service produits ou importés. Dans les comptes nationaux, les subventions sont des paiements courants sans contrepartie que l'État verse à des producteurs résidents dans le but d'influencer le volume de leur production, leurs prix de vente ou la rémunération de leurs facteurs de production.

⁹ De 1997 à 2014, les subventions sur les produits représentaient en moyenne 16% de la VPB dans les transports et 19% dans la santé humaine.

³ La classification de la NOGA est harmonisée avec la Nomenclature statistique des activités économiques (NACE) dans la Communauté européenne.

⁴ Voir OCDE (2001): Measuring Productivity – OECD Manual.

Dans certaines branches des services, cela n'a guère de sens de calculer la VPB à partir des chiffres d'affaires, comme c'est normalement le cas. Il en va ainsi du commerce, branche dans laquelle les produits ne sont pas fabriqués par les entreprises qui les commercialisent. S'agissant des activités des services financiers et d'assurance, le problème réside dans le fait que la valeur des prestations fournies aux clients ne peut pas être comptabilisée sur la base d'un montant explicitement facturé. Des conventions spécifiques, décrites plus en détail dans la section 3.4, s'appliquent par conséquent à ces branches.

2.2.2 Calcul des volumes

Le calcul des volumes (ou des grandeurs «réelles»; voir la définition dans l'encadré 1) dans le secteur des services est encore peu développé en comparaison des secteurs primaire et secondaire, fournisseurs de produits de base et de marchandises. Trouver des déflateurs appropriés quand les prix du marché ne sont pas connus ou qu'ils sont difficiles à observer revêt dès lors une grande importance, surtout si la représentativité des indices de prix disponibles n'est pas optimale. Le choix des déflateurs influence donc directement la valeur ajoutée en termes réels et, par voie de conséquence, l'évolution de la productivité du travail des diverses branches. Dans les CN, la valeur de production et la consommation intermédiaire sont ainsi déflatées séparément (double déflation). Le solde correspond à la valeur ajoutée aux prix constants.

Dans les CN, la valeur de production est déflatée essentiellement avec les trois indices suivants: l'indice des prix à la consommation (IPC), l'indice des prix à la production (IPP) et l'indice suisse des salaires (ISS)¹⁰.

L'évolution des prix des marchandises et des services consommés par les ménages privés est mesurée à l'aide de l'indice des prix à la consommation (IPC). Elle montre, par exemple, de combien les prix des biens de consommation ont augmenté par rapport à l'année précédente. L'IPC est établi sur la base d'un panier fixe de marchandises et de services, structuré en fonction de l'affectation des dépenses de consommation des ménages (classification COICOP¹¹)¹². Ce panier est subdivisé en douze groupes principaux de dépenses, qui réunissent 122 groupes de marchandises et 267 positions de l'indice (indices partiels). Il convient de remarquer qu'au sein d'un groupe de marchandise, l'assortiment des biens produits et des biens exportés par les entreprises, et par conséquent l'évolution des prix de la production

Encadré 1 : Mesure du volume dans les CN

Afin d'obtenir une mesure représentative de l'activité économique au fil du temps, on exprime les grandeurs macroéconomiques telles que le PIB ou la VAB en volume et l'on élimine ainsi l'influence des variations de prix. Selon les branches, la mesure des volumes dans les comptes nationaux (CN) de la Suisse s'effectue soit en déflatant les valeurs au moyen d'un indice des prix, soit en extrapolant les valeurs de l'année de référence au moyen d'un indice de volume.

La déflation est la méthode usuelle dans les CN pour calculer les volumes. Ceux-ci se calculent en corrigeant les valeurs en termes nominaux des effets des prix. Les valeurs réelles obtenues sont le résultat de la division des valeurs nominales par l'indice des prix approprié, qui mesure la variation des prix entre l'année de base et l'année sous revue. Le résultat final est un volume, c.-à-d. une mesure exprimée aux prix constants de l'année de base. Dans le cas de la double déflation, la valeur de production et la consommation intermédiaire sont déflatées séparément. Le solde correspond à la valeur ajoutée aux prix constants.

Faute de disposer de prix suffisamment détaillés pour tous les biens et services, ou de pouvoir les mesurer facilement, on a recours aux indices de prix existants (déflateurs), tels que l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) ou l'indice des prix à la production (IPP). Des indices de prix implicites sont aussi utilisés comme alternative: ils sont dérivés de valeurs nominales et de données directes sur des grandeurs physiques.

Les valeurs absolues des grandeurs macroéconomiques exprimées en volumes n'ayant pas une grande signification économique pour les analyses, les séries du PIB et de la VAB en volumes sont publiées seulement sous la forme d'indices ou de taux de variation.

et des exportations, peut différer sensiblement de l'assortiment des biens consommés par les ménages privés. L'IPC sera plus ou moins approprié pour déflater la valeur de production selon que la consommation des ménages privés représente une part plus ou moins grande de la consommation totale¹³. L'IPC doit par ailleurs être adapté à la base de prix correcte, les biens et services étant mesurés aux prix d'acquisition (prix effectivement payés, y c. les impôts, droits de douane, etc.) et non aux prix de base. La déflation ne s'opère pas avec l'indice total IPC, mais avec des indices partiels de groupes de produits pertinents pour les branches considérées¹⁴.

Le deuxième indice utilisé pour la déflation – l'indice des prix à la production (IPP) – mesure l'évolution des prix des biens et services fabriqués ou produits et vendus par des entreprises indigènes¹⁵. Les prix sont relevés à la première étape de la com-

¹⁰ La consommation intermédiaire est déflatée avec un indice des prix pondéré. La déflation de la consommation intermédiaire n'est pas étudiée ici plus en détail. Pour tout complément d'information, voir OFS (2015): Inventaires des méthodes d'estimation du PIB et du RNB de la Suisse, p.26.

¹¹ La classification selon l'affectation (Classification des fonctions de consommation des ménages COICOP) est une nomenclature mise au point par la division statistique des Nations Unies pour classer et analyser, en fonction de leur affectation, les dépenses de consommation individuelles des ménages, des institutions à but non lucratif au service des ménages et des administrations publiques. Elle comprend des catégories telles que les vêtements et chaussures, le logement, ainsi que l'électricité, le gaz et d'autres combustibles.

¹² Voir OFS (2016): Indice des prix à la consommation: décembre 2015 = 100, Aperçu des méthodes et pondération 2016.

¹³ Voir Eurostat (2005), Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux, page 32.

¹⁴ Une liste détaillée des positions de l'indice considérées se trouve dans: OFS (2015): Inventaires des méthodes d'estimation du PIB et du RNB de la Suisse.

¹⁵ Voir OFS (2016): Indice des prix à la production et à l'importation, décembre 2015 = 100, Aperçu méthodologique

mercialisation, c.-à-d. départ usine. Les biens et services qui composent le panier-type sont structurés d'après la classification CPA¹⁶, qui classe les produits en les associant aux branches économiques. Pour des raisons historiques, l'IPP, qui s'est développé en Suisse à partir de l'indice des prix de gros, ne portait à l'origine que sur des marchandises. L'importance croissante du secteur des services a conduit à développer progressivement à partir de l'an 2000 un IPP pour certaines branches des services. Il a fallu réaliser de nouveaux relevés pour connaître les prix des services aux entreprises privées. Les prix des services aux ménages privés continuent d'être relevés dans le cadre de l'IPC¹⁷. Un IPP est à présent disponible pour environ un quart des branches des services, mais pour une grande partie d'entre elles les séries de prix ne portent encore que sur une courte période¹⁸.

D'après Eurostat, déflater la valeur de production avec un IPP constitue la meilleure méthode¹⁹. Le recours à l'IPC est recommandé comme solution de remplacement. Mais comme il n'existe ni IPP, ni IPC pour beaucoup de branches des services, les CN utilisent en dernier recours l'indice suisse des salaires (ISS) pour éliminer l'effet des prix, même si celui-ci est peu approprié. Cela revient à dire en quelque sorte que les prix de l'output évoluent parallèlement à la rémunération de l'intrant en travail qui a été nécessaire pour le produire. Cependant, il semble que dans bien des entreprises l'augmentation des salaires soit davantage le résultat d'une augmentation de la productivité. Plus précisément, grâce à l'amélioration de la productivité du travail, les entreprises sont en mesure de vendre leurs biens ou services aux mêmes prix ou à des prix plus bas tout en versant des salaires plus élevés. En pareil cas, le recours à l'indice des salaires comme déflateur a pour effet de sous-estimer un peu l'évolution de la VAB en termes réels et donc aussi celle de la productivité du travail, puisque les prix effectifs ont moins augmenté que les salaires²⁰. Actuellement, une branche des services sur deux est déflatée avec l'IPC ou l'ISS. Le développement de nouveaux IPP, en particulier pour les branches des services où l'effet des prix est pour l'heure corrigé avec l'ISS, devrait sensiblement améliorer la mesure de la productivité du travail en termes réels. Le tableau TA2 en annexe donne une vue d'ensemble des indices de prix utilisés dans les différentes branches pour déflater la valeur de production.

¹⁶ La Classification statistique des produits associée aux activités (CPA) est une nomenclature développée par l'Union européenne pour classer les produits (biens et services).

¹⁷ Les séries de prix considérées sont intégrées sous une forme adaptée (déduction faite de la TVA, moyennant l'utilisation d'une autre nomenclature, etc.) dans l'indice des prix à la production de services.

¹⁸ Il existe des séries de prix plus longues pour le transport de marchandises (à partir de 2001) et pour les bureaux d'ingénieurs et d'architectes (à partir de 2002).

¹⁹ Elle est qualifiée de méthode A, voir Eurostat (2005): Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux, page 34.

²⁰ Depuis 1997, les salaires ont progressé en moyenne annuelle de 1,2% en termes nominaux, augmentant ainsi plus que les prix à la consommation (0,6%).

3 Analyse des branches du secteur des services

3.1 Aperçu général

La comparaison des trois secteurs de l'économie au cours de la période 1997–2014 (voir le tableau **T 1** ci-après, partie supérieure) montre de manière frappante que la position dominante du tertiaire s'est encore renforcée depuis le début des années 2000. Sa part dans la valeur ajoutée brute (VAB) de tout le secteur marchand est ainsi passée d'environ 64% en 1997 à un peu plus de 67% en 2014 (CHF 340 mia). La part de l'emploi que représente le secteur des services a connu une progression encore plus marquée: de 63% à 68%. Quant aux taux de croissance de la VAB et des EPT, ils se sont chiffrés à respectivement 2,4% et 1,6% en moyenne annuelle. En comparaison, le secteur secondaire a perdu de l'importance, même si son output a augmenté de 1,6% en moyenne annuelle pour s'accroître de près d'un tiers (2014: CHF 160 mia).

Cette section donne un aperçu général des données sur la productivité du travail des différentes branches. Elle se réfère, tout comme les sections suivantes, au tableau T 1 (partie inférieure), qui indique le niveau des grandeurs considérées (VAB nominale, EPT et productivité du travail nominale) au début et à la fin de la période sous revue (en 1997 et en 2014) et pour les 24 branches des services, ainsi que les taux de croissance annuelle moyens de la VAB en termes réels, des EPT et de la productivité du travail en termes réels au cours de la même période. Certaines grandeurs figurant dans le tableau T 1 seront aussi représentées graphiquement dans la suite du texte.

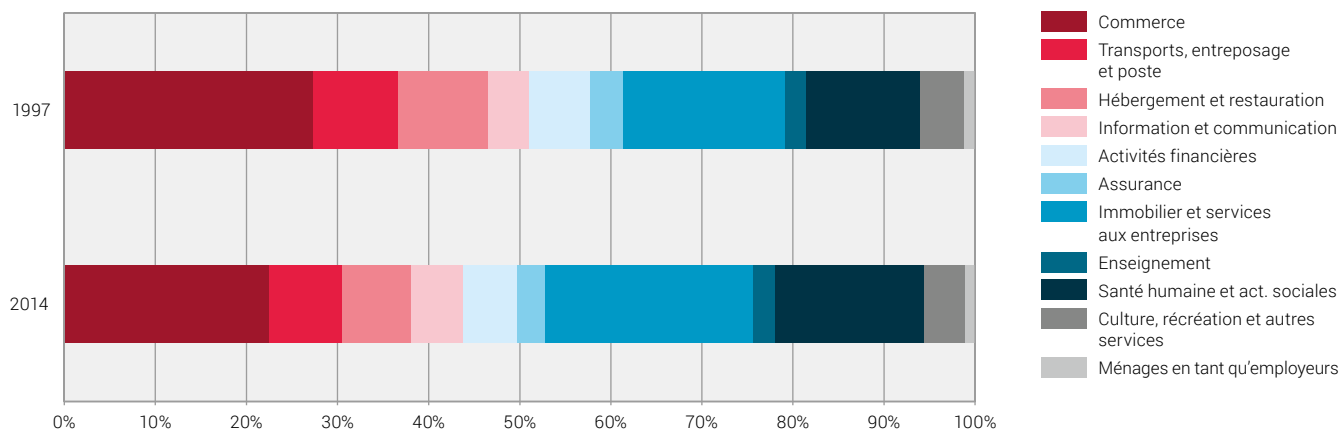
Pour permettre de se faire une première idée, les branches en question sont tout d'abord regroupées. Les groupes constitués seront ensuite étudiés plus en détail en fonction de leur importance relative. Le graphique **G 1** représente l'importance relative des groupes de branches en 1997 et en 2014 (ces groupes sont définis dans le tableau TA 1 de l'annexe). La part que chacun de ces groupes représente dans l'emploi total en équivalents plein temps du secteur des services traduit cette importance. On constate que des changements structurels ont eu lieu au sein du secteur des services, avec un déplacement significatif du poids des diverses activités.

Les groupes de branches qui ont subi un recul marqué de leur part de l'emploi figurent dans la première moitié de la nomenclature. Il s'agit notamment du *commerce* (–5 points de pourcentage, PP) et de *l'hébergement et restauration* (–2 PP). *L'immobilier et les services aux entreprises* (+5 PP) ainsi que la *santé humaine et les activités sociales* (+4 PP) ont en revanche accru leur part. Si l'on affine l'analyse de ces groupes de branches (graphique GA 1 de l'annexe), on obtient des résultats similaires: les trois branches du commerce (commerce et réparation d'automobiles et de motocycles, commerce de gros, commerce de détail) et les deux de l'hébergement et de la restauration affichent un net recul de leur part dans l'emploi total. Les cinq branches qui composent le groupe *immobilier et services aux entreprises* ont toutes contribué à l'expansion, à une exception près (Activités spécialisés 73–75). Il en va de même

Part relative des groupes de branches du secteur des services, en 1997 et 2014

G 1

En % de l'emploi total (EPT) du secteur des services



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

Vue d'ensemble des secteurs économiques et des branches du secteur des services, en 1997 et 2014

T 1

Secteurs économiques		Niveau 1997 (nominal)					Niveau 2014 (nominal)					Ø Croissance annuelle (réelle)		
NOGA		VAB ¹	en %	EPT ²	en %	Productivité	VAB	en %	EPT	en %	Productivité	VAB	EPT	Productivité
01–03	Agriculture, sylviculture et pêche	5 410	1,6	143 622	4,9	37 668	4 680	0,9	104 169	3,0	44 930	0,4%	–1,9%	2,3%
05–43	Industrie, bâtiment et génie civil	113 164	34,5	937 214	32,2	120 745	159 866	31,7	1 010 607	28,8	158 189	1,6%	0,4%	1,2%
45–97	Services	209 371	63,8	1 829 039	62,9	114 470	339 574	67,4	2 398 036	68,3	141 605	2,4%	1,6%	0,8%
Total secteur marchand		327 945	100,0	2 909 875	100,0	112 701	504 120	100,0	3 512 811	100,0	143 509	2,1%	1,1%	1,0%

Branches du secteur des services		Niveau 1997 (nominal)					Niveau 2014 (nominal)					Ø Croissance annuelle (réelle)		
NOGA		VAB	en %	EPT	en %	Productivité	VAB	en %	EPT	en %	Productivité	VAB	EPT	Productivité
45	Commerce et rép. auto	5 288	2,5	67 961	3,7	77 803	7 071	2,1	76 406	3,2	92 550	0,5%	0,7%	–0,2%
46	Commerce de gros	27 907	13,3	176 654	9,7	157 974	60 919	17,9	204 690	8,5	297 617	4,7%	0,9%	3,8%
47	Commerce de détail	19 919	9,5	255 670	14,0	77 907	25 015	7,4	259 335	10,8	96 460	2,1%	0,1%	2,1%
49–51	Transports	11 151	5,3	103 022	5,6	108 238	17 246	5,1	122 779	5,1	140 463	1,1%	1,0%	0,1%
52	Services auxil. transp.	3 119	1,5	20 443	1,1	152 568	5 026	1,5	34 417	1,4	146 023	1,6%	3,1%	–1,4%
53	Poste et courrier	3 396	1,6	46 790	2,6	72 581	3 261	1,0	34 533	1,4	94 419	–2,0%	–1,8%	–0,2%
55	Hébergement	3 824	1,8	66 153	3,6	57 804	3 923	1,2	62 583	2,6	62 684	–1,1%	–0,3%	–0,8%
56	Restauration	5 982	2,9	114 000	6,2	52 472	7 090	2,1	118 299	4,9	59 934	–0,9%	0,2%	–1,1%
58–60	Médias	3 492	1,7	30 123	1,6	115 912	3 524	1,0	29 182	1,2	120 757	–2,2%	–0,2%	–2,1%
61	Télécommunications	6 568	3,1	20 588	1,1	319 033	7 739	2,3	24 517	1,0	315 677	6,2%	1,0%	5,1%
62–63	Services informatiques	6 031	2,9	32 946	1,8	183 048	13 912	4,1	82 637	3,4	168 353	2,9%	5,6%	–2,5%
64	Services financiers	28 548	13,6	121 301	6,6	235 344	34 637	10,2	144 431	6,0	239 814	1,7%	1,0%	0,6%
65	Assurance	17 424	8,3	66 594	3,6	261 651	26 696	7,9	73 611	3,1	362 667	3,9%	0,6%	3,3%
68	Immobilier	4 571	2,2	25 008	1,4	182 778	6 334	1,9	43 571	1,8	145 372	0,0%	3,3%	–3,2%
69–71	Activités spécialisées 69–71	19 580	9,4	151 241	8,3	129 465	34 882	10,3	236 291	9,9	147 622	1,2%	2,7%	–1,4%
72	R-D	2 756	1,3	6 532	0,4	421 941	6 199	1,8	15 673	0,7	395 524	3,1%	5,3%	–2,1%
73–75	Activités spécialisées 73–75	3 219	1,5	37 347	2,0	86 185	3 501	1,0	44 833	1,9	78 099	–1,5%	1,1%	–2,6%
77–82	Services administratifs	7 639	3,6	104 895	5,7	72 826	16 907	5,0	205 048	8,6	82 452	3,5%	4,0%	–0,5%
85	Enseignement	2 867	1,4	43 112	2,4	66 512	3 466	1,0	58 754	2,5	58 990	–0,7%	1,8%	–2,5%
86	Santé humaine	15 444	7,4	176 771	9,7	87 367	32 758	9,6	271 273	11,3	120 755	3,5%	2,6%	1,0%
87–88	Héberg. et action sociale	3 825	1,8	52 375	2,9	73 031	8 324	2,5	120 941	5,0	68 830	3,6%	5,0%	–1,4%
90–93	Culture et récréation	1 805	0,9	27 986	1,5	64 485	4 006	1,2	42 810	1,8	93 574	3,0%	2,5%	0,4%
94–96	Autres services	3 497	1,7	59 513	3,3	58 764	5 075	1,5	65 095	2,7	77 970	0,6%	0,5%	0,1%
97	Ménages-employeurs	1 520	0,7	22 013	1,2	69 060	2 062	0,6	26 328	1,1	78 314	1,4%	1,1%	0,4%
Total secteur des services		209 371	100,0	1 829 039	100,0	114 470	339 574	100,0	2 398 036	100,0	141 605	2,4%	1,6%	0,8%

¹ VAB nominale: Valeur ajoutée brute à prix courants, en millions de francs² EPT: Emploi en équivalents plein temps

Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

du groupe *santé humaine et activités sociales*, la branche hébergement et action social ayant toutefois un peu plus fortement contribué à la hausse que la santé humaine.

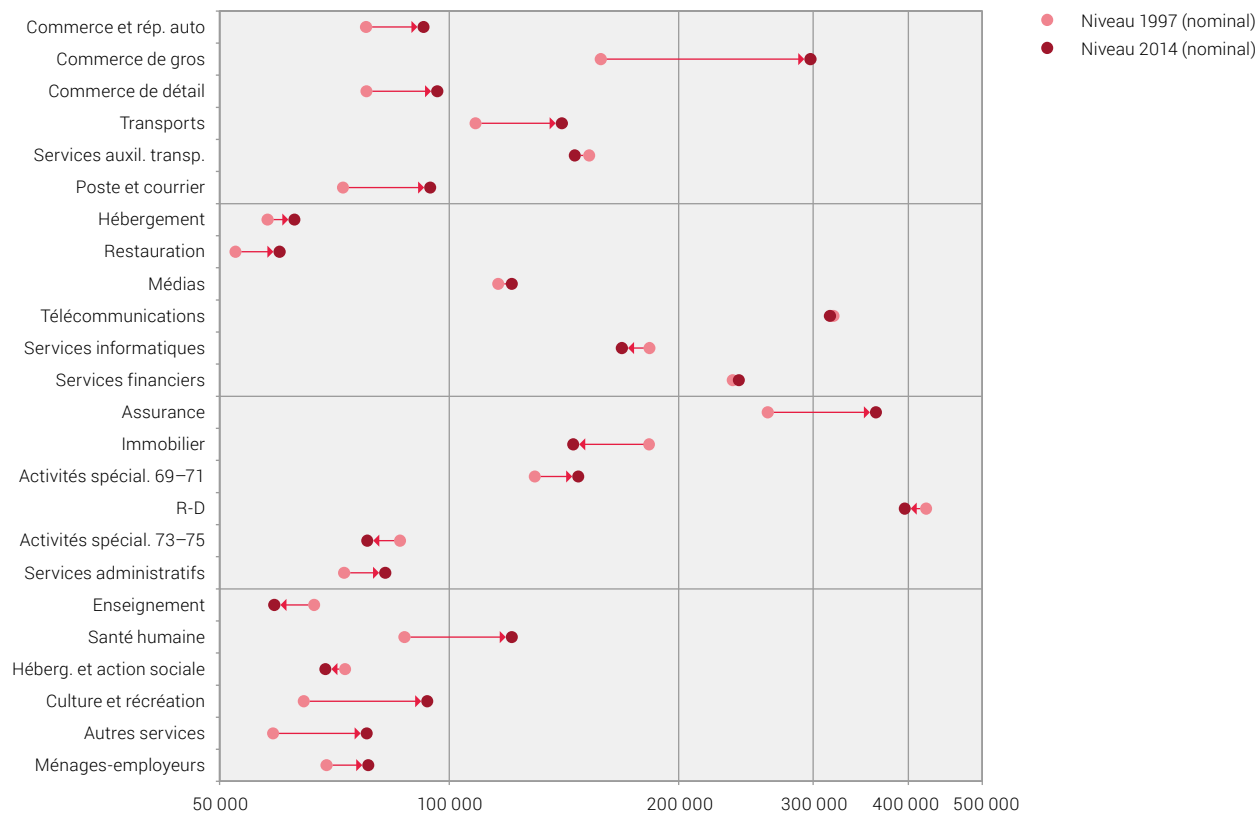
Le graphique **G2** montre les différences entre les 24 branches des services en matière de niveau de productivité à prix courants. Les niveaux de productivité sont représentés sur

l'axe horizontal. Les valeurs pour l'année 1997 sont indiquées en rouge clair et celles pour 2014 en rouge foncé. Si les deux points coïncident, cela signifie que la productivité du travail a

Niveaux de la productivité des branches du secteur des services, en 1997 et 2014

G 2

En francs par équivalent plein temps (EPT), à prix courants



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

stagné²¹. Comme on a utilisé une échelle logarithmique pour l'axe horizontal (productivité du travail), la distance entre les deux points est proportionnelle au taux d'évolution de la productivité du travail entre les deux années; autrement dit, deux branches dont l'écart entre les deux points est identique présentent le même taux de croissance annuel moyen de la productivité du travail sur la période 1997–2014.

L'écart qui sépare la productivité à prix courants de certaines branches est considérable: si la VAB par EPT dans la restauration et dans l'enseignement atteignait à peine 60 000 francs à prix courants en 2014, elle se chiffrait à près de 400 000 francs dans la recherche-développement, un montant presque sept fois plus élevé.

Les cinq branches les plus productives – avec pour chacune plus de 200 000 francs de VAB par EPT – ont en commun d'avoir des processus de production d'une grande complexité technologique ou de requérir des connaissances pointues (commerce de gros, télécommunications, services financiers, recherche-développement). Ces caractéristiques impliquent

à leur tour d'importants investissements en biens et services (en particulier dans les TIC) et l'engagement de personnel très qualifié, deux facteurs qui contribuent à une productivité du travail élevée. Rien d'étonnant dès lors à ce que ces cinq branches occupent la tête du classement. A l'exception du commerce de gros, elle se trouvaient déjà toutes dans le groupe des cinq branches les plus productives en 1997.

A l'autre extrémité de la distribution des niveaux de productivité (moins de 75 000 francs par EPT), on trouve toutes les branches exigeant beaucoup de main-d'œuvre (hébergement, restauration, enseignement, hébergement et action sociale). Il est toutefois étonnant d'y trouver l'enseignement (qui enregistre une baisse de sa productivité du travail à prix courants depuis 1997). Contrairement aux autres branches de ce groupe, on peut en effet présumer que l'enseignement emploie du personnel plutôt hautement qualifié.

On constate par ailleurs que la productivité du travail à prix courants a sensiblement augmenté dans certaines branches (commerce de gros, assurances), tandis qu'elle a accusé un net recul dans d'autres (services informatiques, immobilier). A l'exception de la santé humaine, aucune branche n'est parvenue à augmenter parallèlement la productivité et l'emploi dans des proportions substantielles. Plusieurs branches, par contre, ont connu une nette hausse de l'emploi (de plus de 50% entre 1997 et 2013) tout en enregistrant une baisse de leur productivité

²¹ Comme il s'agit de productivité du travail aux prix courants (donc non corrigés de l'inflation), la notion de «stagnation» doit être interprétée avec prudence. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,6% en moyenne annuelle dans les années 1997–2014. Dans les branches qui ont affiché durant cette période une productivité du travail à prix courants inférieure à 0,6% en rythme annuel, la VAB par EPT n'a pas crû au rythme de l'inflation.

du travail (services auxiliaires des transports, services informatiques, immobilier, recherche-développement, hébergement et action sociale).

3.2 Contributions des branches à la croissance de la productivité du travail du secteur des services

Pour déterminer si les différentes branches ont contribué à l'évolution à prix constants de la productivité du travail du secteur des services et, le cas échéant, dans quelle mesure, on décompose le taux de croissance de la productivité du travail de ce secteur en taux partiels au moyen d'une formule spéciale (**décomposition shift-share**). Une branche peut contribuer de deux façons à l'évolution de la productivité du travail totale: a) en accroissant sa propre productivité (effet direct) ou b) en modifiant sa part à l'emploi (effet du changement structurel). L'encadré 2 donne l'équation correspondante.

Le graphique **G3** représente les contributions des cinq branches les plus importantes à la croissance de la productivité réelle pour la période 1997 à 2014²². Pour en faciliter la lecture, les branches restantes ont été réunies en une seule rubrique, dont la contribution est additionnée aux cinq autres. On obtient ainsi, année après année, les taux de croissance de la productivité du travail de l'ensemble du secteur des services.

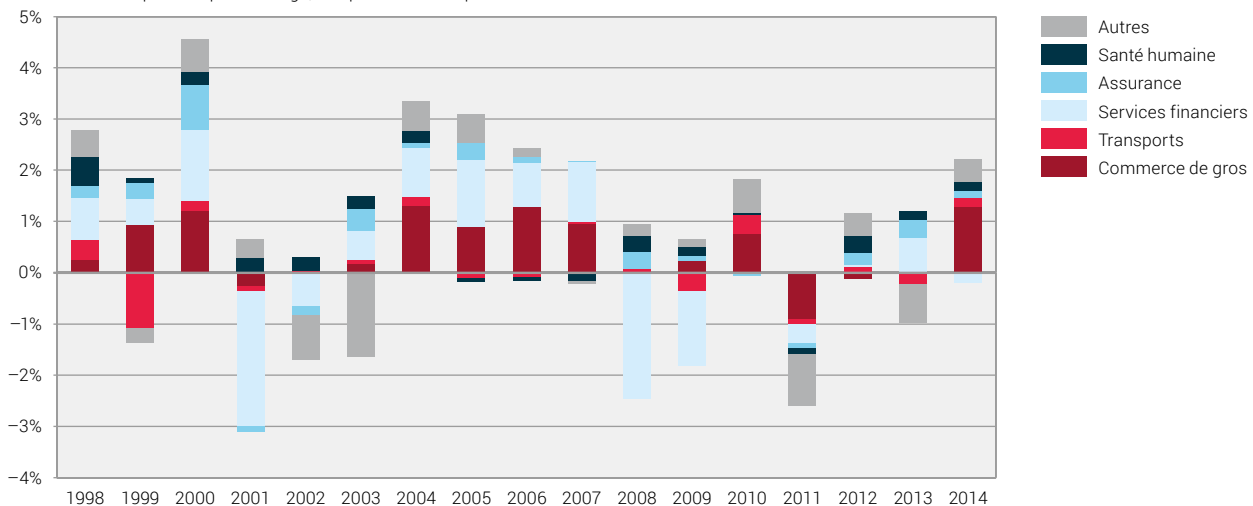
Comme cela a été souligné dans la section 3.1, la croissance de la productivité du travail est en grande partie rectiligne pendant la période sous revue dans certaines branches, alors qu'elle est beaucoup plus volatile dans d'autres. Ces caractéristiques se répercutent largement sur les contributions à la croissance représentées sur le graphique G3: la contribution des services financiers, souvent supérieure à un point de pourcentage, pèse lourd, même si elle s'inscrit à la hausse certaines années et parfois aussi à la baisse. Plusieurs fois, elle s'avère déterminante que ce soit dans un sens positif (en 1999 et 2013) ou négatif (en 2001, 2008 et 2009); cela signifie que, sans la contribution des services financiers, la productivité du travail du secteur des services aurait évolué dans la direction opposée. Les contributions du commerce de gros, des assurances et de la santé humaine fluctuent beaucoup moins et sont le plus souvent positives, de sorte que chacune de ces branches, prise séparément, fournit, sur l'ensemble de la période, une plus grande contribution positive à l'évolution de la productivité du travail totale des services que les services financiers.

Parmi les branches réunies dans le graphique G3 sous la rubrique «Autres», les télécommunications et les services administratifs apportent une contribution notablement positive (voir le tableau TA 5 de l'annexe). Il ressort de cette analyse des contributions à la croissance que la majeure partie de la croissance de la productivité du travail dans le secteur des services provient d'un petit nombre de branches: commerce de gros, télécommunications, assurances et santé humaine.

Contributions des branches à la croissance de la productivité du travail du secteur des services, de 1997 à 2014

G 3

Contributions en point de pourcentage, aux prix de l'année précédente



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

²² Leur importance se mesure dans ce contexte par la somme des valeurs absolues de leurs contributions à la croissance au cours de la période 1997–2014.

Encadré 2: La décomposition «shift-share»

La décomposition shift-share du taux de croissance de la productivité du travail dans le secteur des services est obtenue à l'aide de l'équation suivante:

$$\hat{p}_t = \sum_i \left[\hat{p}_t^i \frac{v_{t-1}^i}{V_{t-1}} + \frac{p_{t-1}^i}{P_{t-1}} \Delta s_t^i + \hat{p}_t^i \frac{p_{t-1}^i}{P_{t-1}} \Delta s_t^i \right]$$

Pour plus d'explications concernant cette équation, voir OFS (2015): Productivité du travail en Suisse. Analyse de l'évolution de 1995 à 2013. v_t^i désigne la valeur ajoutée brute d'une branche i l'année t . La productivité de la branche i équivaut $p_t^i = v_t^i / e_t^i$, où e_t^i correspond à l'emploi en équivalents plein temps. Les lettres majuscules sont mises pour les mêmes variables au niveau du secteur des services, p. ex. $V_t = \sum_i v_t^i$ pour la valeur ajoutée; tandis que $s_t^i = e_t^i / \sum_j e_t^j$ désigne la part d'une branche i à l'emploi de tout le secteur des services.

En plus, $\Delta s_t^i = s_t^i - s_{t-1}^i$ et $\hat{p}_t^i = (p_t^i - p_{t-1}^i) / p_{t-1}^i$. La contribution à la croissance de chaque branche i est obtenue en faisant la somme des trois composantes suivantes:

- effet direct de la productivité $\hat{p}_t^i \frac{v_{t-1}^i}{V_{t-1}}$
- effet des changements structurels: $\frac{p_{t-1}^i}{P_{t-1}} \Delta s_t^i$
- effet des interactions (ou des valeurs restantes): $\hat{p}_t^i \frac{p_{t-1}^i}{P_{t-1}} \Delta s_t^i$

S'il est possible d'interpréter clairement l'effet direct de la productivité et l'effet des changements structurels, l'effet des interactions ne peut pas être attribué à un phénomène en particulier. Comme son nom l'indique, il résulte des interactions entre les deux premiers effets. Dans la pratique, il est le plus souvent minime et peut donc être ignoré dans le cadre de cette analyse.

3.3 Productivité du travail et ouverture sur l'étranger

Il est souvent affirmé, en relation avec l'évolution de la productivité du travail en Suisse, que les progrès en la matière sont réalisés principalement par les entreprises et les branches exposées à la concurrence internationale. Cette argumentation s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle – particulièrement en périodes de forte appréciation du franc suisse, comme récemment en 2011 et en 2015 – seules les entreprises capables de relever les défis de la concurrence mondiale et des taux de change défavorables en innovant systématiquement et en prenant des mesures pour accroître la productivité peuvent résister à long terme. Inversement, le marché intérieur, de petite dimension et dans bien des cas fortement réglementé, n'inciterait guère les entreprises locales à prendre des mesures appropriées pour améliorer leur productivité.

Cette argumentation tient-elle encore à la lumière des données sur la productivité par branche du secteur des services de l'économie suisse? La présente section essaie de répondre

à cette question. A cet effet, la productivité à prix courants des branches est mise en relation avec un indicateur de l'ouverture sur l'étranger. Une réserve s'impose toutefois: il s'agit d'un instantané, c.-à-d. de données qui expriment la productivité et l'ouverture sur l'étranger à un moment donné. En effet, on ne dispose pas de série chronologique pour l'ouverture sur l'étranger, mais seulement de données pour 2011. Les liens qui sont mis en évidence peuvent être tout au plus qualifiés de corrélations statistiques, mais ne permettent pas de tirer des conclusions quant à un éventuel lien de causalité (p. ex. que la productivité du travail d'une branche dépendrait de son degré d'ouverture sur l'étranger, ou inversement).

Comme indicateur de l'ouverture sur l'étranger, on a recours à la quote-part du commerce extérieur, c.-à-d. la somme des importations et des exportations par rapport à la VPB d'un groupe de produits²³. Les données proviennent du tableau d'input-output de l'OFS pour 2011²⁴, année la plus récente pour laquelle ces données sont disponibles. Les réflexions suivantes sont à l'origine de ce mode de calcul:

- Les flux d'importations et d'exportations indiquent tous les deux que les entreprises actives dans la production de ces groupes de produits sont soumises à la concurrence internationale. Les produits importés concurrencent ceux qui sont vendus par les entreprises indigènes, tandis qu'avec les produits exportés, les producteurs locaux entrent en concurrence sur les marchés internationaux avec leurs homologues étrangers. Ces deux flux devraient être traités de manière égale pour le calcul de l'indicateur. C'est donc leur somme que l'on utilise.
- Pour permettre une interprétation correcte, ces flux de biens et services (importations et exportations) doivent être rapportés à une grandeur correspondant au volume des produits du même groupe qui sont mis sur le marché intérieur. La VPB est le choix qui s'impose.

Le graphique **G4** oppose les deux grandeurs – productivité et quote-part du commerce extérieur – pour toutes les branches des services. La productivité du travail est celle de l'année la plus récente (2014). Elle est représentée sur une échelle logarithmique pour rendre le graphique plus lisible. La grandeur des cercles est proportionnelle à l'emploi (en EPT) en 2014 de la branche qu'ils illustrent. Les lignes grises correspondent à la quote-part du commerce extérieur (verticale) et à la productivité du travail (horizontale) moyennes de l'ensemble du secteur des services.

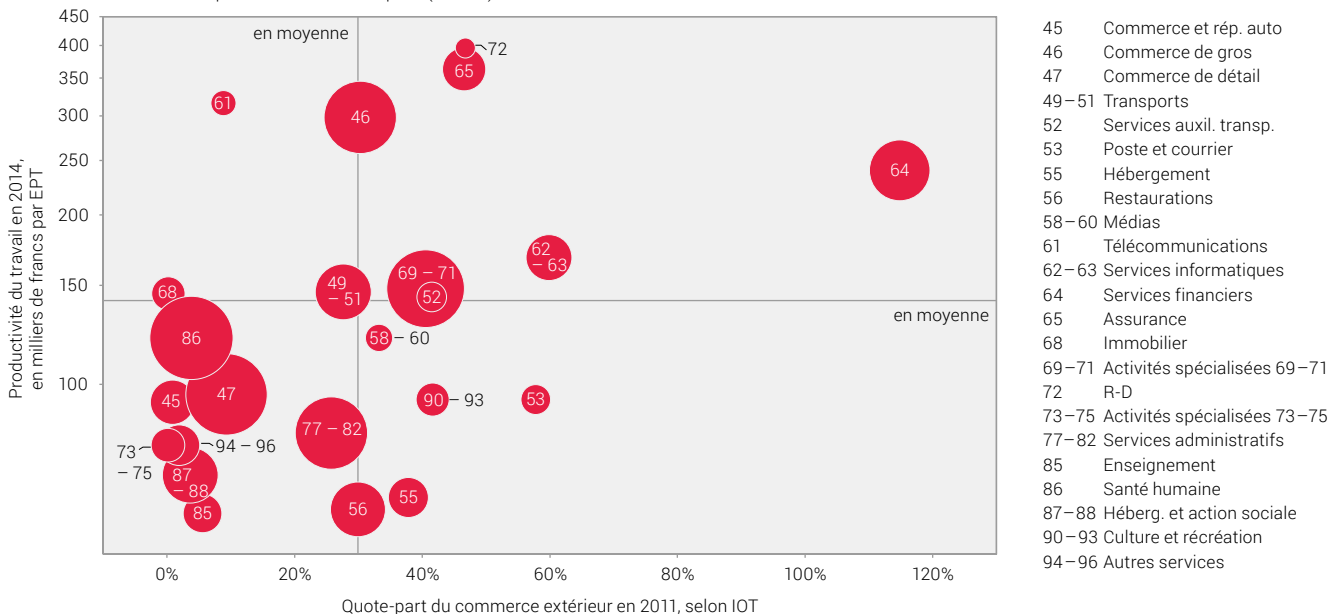
²³ Compte tenu des données disponibles, la quote-part du commerce extérieur ne se réfère pas aux branches, mais aux groupes de produits (selon la Classification statistique des produits associés aux activités CPA), ce qui n'est pas optimal vu que beaucoup d'entreprises ne produisent pas seulement des biens et services caractéristiques de leur branche (p. ex. les assurances sont actives dans la branche des assurances, mais aussi dans l'immobilier). Pour cette analyse, très sommaire, ce raccourci peut être considérée comme acceptable.

²⁴ Plus précisément, il s'agit de données qui proviennent des tableaux des ressources et des emplois produits et publiés avec les tableaux des entrées-sorties (IOT) de la section CN de l'OFS. Voir OFS (2015): IOT 2011 – Erläuterungen und Hinweise zur Nutzung der Schweizerischen Input-Output-Tabelle 2011.

Ouverture sur l'étranger et productivité du travail des branches du secteur des services

G 4

La taille des cercles correspond au nombre d'emplois (en EPT) en 2014.



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

On observe effectivement une corrélation positive entre la quote-part du commerce extérieur et la productivité du travail. La majorité des branches – et en particulier celles employant beaucoup de main-d'œuvre – se situent soit dans le quadrant inférieur gauche (ouverture sur l'étranger et productivité inférieures à la moyenne), soit dans le quadrant supérieur droit (les deux grandeurs sont supérieures à la moyenne). Parmi les branches qui s'écartent clairement de ce schéma, on mentionnera les télécommunications, caractérisées par une intensité capitaliste élevée dans le processus de production, ainsi que les branches où l'emploi est rémunéré dans des proportions plutôt inférieures à la moyenne (restauration, hébergement, culture et récréation). Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il en résulte une productivité du travail supérieure (dans le premier cas) ou inférieure (dans les derniers cas) à ce que la quote-part du commerce extérieur pourrait laisser présumer.

3.4 Évolution de la productivité du travail par branche

Les analyses détaillées ci-après se concentrent sur l'évolution de la productivité du travail (aux prix de l'année précédente, donc réelle) dans les différentes branches. Sont examinées ici toutes les branches de services, à l'exception de quelques petites qui, en 2014, ne représentaient pas plus de 2% de l'ensemble du secteur des services, ni en termes de valeur ajoutée ni en termes d'emploi. Le graphique G5 donne un premier aperçu des taux de croissance annuels moyens de la valeur ajoutée brute (VAB) réelle, de l'emploi en équivalents plein temps (EPT) et de la productivité du travail de

toutes les branches. Quand la productivité du travail est mentionnée dans ce qui suit, sans préciser si elle est «réelle» ou «nominale», il s'agit des valeurs réelles (aux prix de l'année précédente).

Le graphique G6 met en relation la croissance de l'emploi (en EPT, axe horizontal) et la croissance de la VAB (axe vertical). La productivité du travail équivalant au quotient de la deuxième par rapport à la première, nous tirons de cette représentation les conclusions suivantes:

- Quand une branche passe au-dessus de la ligne en pointillé (la diagonale allant du coin en bas à gauche au coin en haut à droite, sur laquelle le taux de croissance de l'EPT est égal à celui de la VAB), cela signifie que la productivité du travail a augmenté. Plus l'écart par rapport à la diagonale est important, plus la croissance moyenne de la productivité du travail est élevée.
- Quand une branche passe en dessous de la diagonale, cela signifie que la productivité du travail a diminué. Plus l'écart par rapport à la diagonale est important, plus le recul moyen de la productivité du travail est fort.

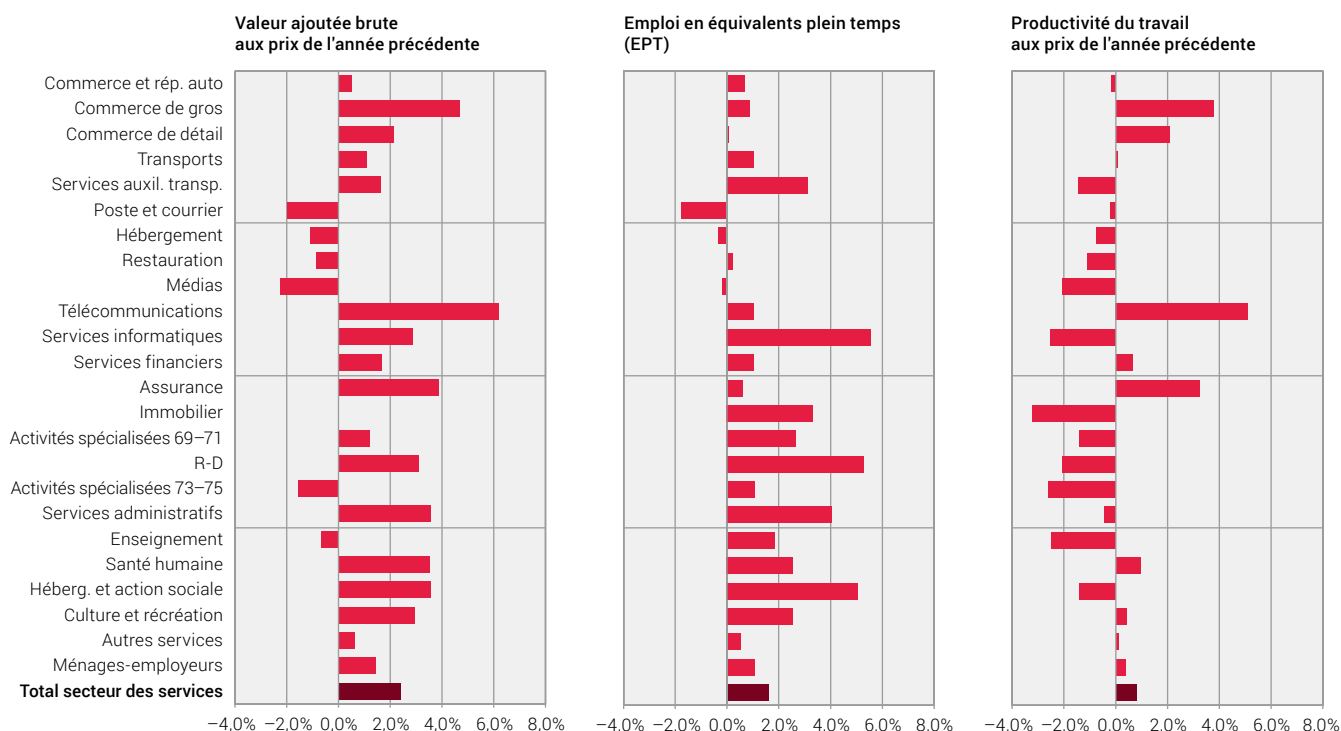
Les surfaces des cercles correspondent à l'emploi (en EPT) dans les branches en 2014. Les lignes grises représentent les taux de croissance moyens de l'EPT (ligne verticale) et de la VAB réelle (ligne horizontale) de la «part marchande du secteur des services».

Dans plusieurs branches, l'évolution de la productivité réelle du travail est nettement négative, soit en moyenne inférieure à -2% par an. Les raisons sont multiples et ne peuvent être évoquées que sommairement dans la présente publication. Dans certaines branches, le fait que les indices de salaires soient utilisés pour la déflation de la VPB (médias, services informatiques, R-D, activités spécialisées 73-75; voir aussi le tableau TA 2 en annexe) pourrait jouer un rôle.

Évolution de la valeur ajoutée brute, de l'emploi et de la productivité du travail des branches du secteur des services, de 1997 à 2014

Taux de croissance annuels moyens, en %

G 5

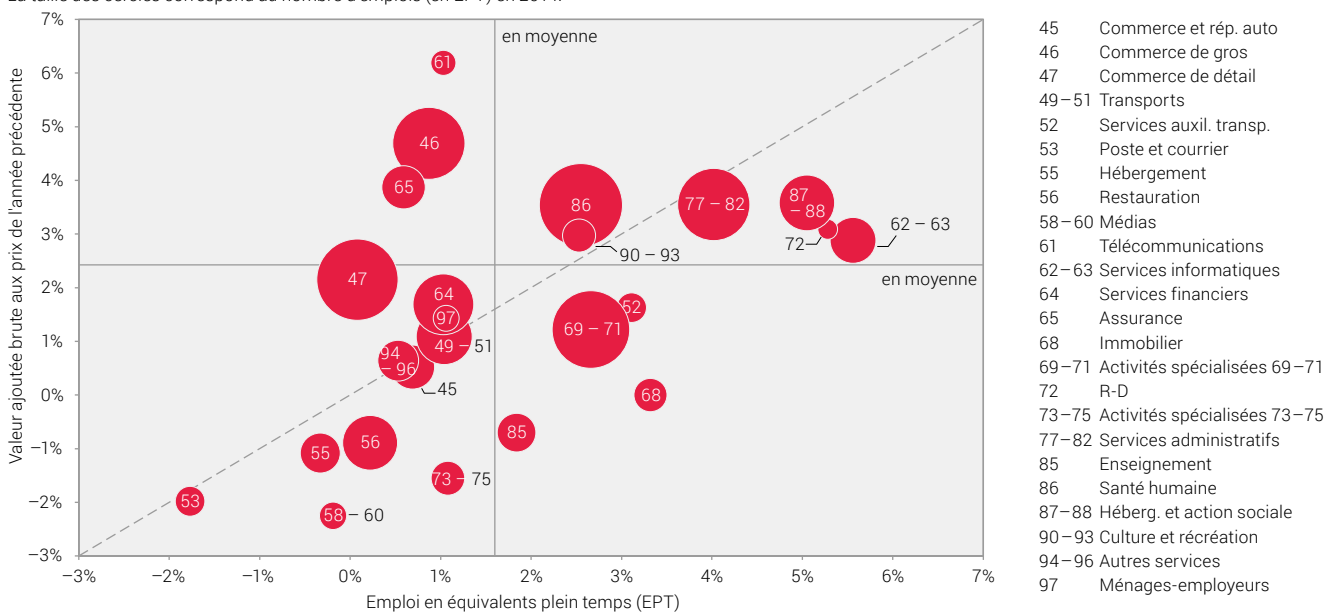


Comparaison des évolutions de l'emploi et de la valeur ajoutée brute des branches du secteur des services, de 1997 à 2014

G 6

Taux de croissance annuels moyens, en %

La taille des cercles correspond au nombre d'emplois (en EPT) en 2014.



Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (NOGA 45)

Dans cette branche prédominent les employés des garages (commerce, entretien et réparation des automobiles). Elle est donc plutôt structurée en petites exploitations, mais on y trouve aussi toutes les activités des grands importateurs d'automobiles. Avec 93 000 francs par EPT, le niveau de la productivité du travail est légèrement inférieur à celui constaté dans le commerce de détail et nettement inférieur à celui observé dans le commerce de gros. La valeur ajoutée réelle et l'emploi n'ont augmenté que faiblement depuis 1997. Pour la productivité du travail il en résulte un recul insignifiant en termes réels (-0,2% par an) et une évolution légèrement positive en termes nominaux (+1,0%).

Commerce de gros (NOGA 46)

Aucune autre branche du secteur des services n'a réussi à augmenter sa productivité nominale du travail de façon aussi marquée que le commerce de gros, à savoir de 3,8% par an en moyenne, ce qui correspond presque à une multiplication par deux en 17 ans. En 2014, le commerce de gros était ainsi la troisième branche la plus productive dans le secteur des services, alors qu'elle était encore au septième rang en 1997. Le phénomène est d'autant plus impressionnant qu'il s'agit de l'une des branches les plus importantes, avec plus de 200 000 EPT. Le commerce de gros est donc aussi la branche dont la contribution (cumulée sur la période 1997-2014) à la croissance globale de la productivité du travail du secteur des services est de loin la plus importante (voir paragraphe 3.2). La part du commerce de gros dans la VAB totale du secteur des services a par conséquent augmenté, pour atteindre 18% (soit +5 PP). La situation économique du commerce de gros orienté vers le marché intérieur dépend de l'évolution de la consommation privée en Suisse, tandis que celle du commerce de gros orienté vers l'export est en grande partie influencée par les flux commerciaux mondiaux. Grâce à la disparition des barrières commerciales, la globalisation offre d'énormes opportunités au commerce de gros. En même temps, la concurrence accrue à l'échelle mondiale multiplie les risques pour la branche. De nombreuses entreprises actives dans le commerce de gros ont peu de pouvoir sur la fixation des prix au niveau des achats, et peuvent difficilement répercuter les hausses de prix à cause de la concurrence féroce; l'évolution des prix à la production et à l'importation est donc décisive pour le niveau de marge. La VPB du commerce de gros, comme celle du commerce de détail, est évaluée en fonction de la marge commerciale brute réalisée.

Le commerce de transit (dans lequel les sociétés commerciales acquièrent des marchandises à l'étranger et les revendent telles quelles, sans qu'elles passent par la Suisse) a contribué de façon décisive à la croissance du commerce de gros. Les matières premières et les produits énergétiques, mais aussi les produits finis et semi-finis font l'objet de ce négoce. Entre 2006 et 2010, la part des produits énergétiques dans le total des marchandises négociées a oscillé entre 50% et 75%²⁵. Depuis 2000 (première année pour laquelle la BNS affiche les chiffres correspondants dans la balance courante), les recettes nettes

²⁵ Cette sous-catégorie n'existe que depuis 2006. Voir BNS, Balance des paiements 2011.

du commerce de transit sont passées d'un faible niveau initial d'environ 2 milliards de francs à plus de 27 milliards (2010), pour ensuite se stabiliser à un niveau annuel de quelque 25 milliards de francs. Dans le commerce de gros, plus de la moitié de l'augmentation de la marge commerciale brute est donc due depuis 2000 au commerce de transit.

Commerce de détail (NOGA 47)

Le commerce de détail est une branche orientée vers l'intérieur; la croissance de sa productivité est très élevée (2,1% en moyenne) par rapport à celle des autres branches du secteur des services, même si elle a perdu un peu d'importance sur la période analysée. En 2014, la part de sa VAB et celle de l'emploi dans l'ensemble du secteur des services étaient respectivement de 7,4% (-2,1 PP) et 10,8% (-3,2 PP). Outre son importance économique, le commerce de détail a un rôle social important, car il présente le taux d'activité à temps partiel et d'activité des femmes le plus élevé de toutes les branches du secteur privé; c'est aussi là que l'on trouve le plus de places de formation et que les personnes faiblement qualifiées ou d'origine étrangère ont des chances de trouver un emploi²⁶.

La croissance de la productivité supérieure à la moyenne ces 17 dernières années s'explique principalement par l'évolution de la valeur ajoutée réelle. L'emploi en revanche est resté constant. Le progrès technologique mis en œuvre depuis le tournant du siècle, qui a transformé cette branche «lowtech» en une industrie moderne de l'information, est un argument avancé pour expliquer la croissance de la productivité du commerce de détail²⁷. En 2011, le commerce de détail stagnait en grande partie, mais la branche pouvait profiter d'une consommation stable et d'une forte immigration, qui se sont en fait traduites par une stabilité au niveau de la demande. La forte saturation du marché du commerce de détail, le tourisme de consommation et l'essor du commerce en ligne, notamment hors secteur alimentaire, ont entretenu ces dernières années une concurrence acharnée et ont légèrement freiné la croissance économique de cette branche²⁸.

Transports (NOGA 49-51)

La branche Transports couvre le transport de marchandises et de passagers, par rail, par route et par air, y compris les entreprises de taxis et les sociétés de déménagement. Pour l'acheminement des marchandises par la route, la demande de prestations de transport dépend surtout du commerce de détail et des PME du secteur du bâtiment. Beaucoup d'entreprises de transport ont aussi profité de l'externalisation par des entreprises, qui voyaient là un moyen de réduire les coûts. Le transport de personnes sur terre est essentiellement assuré par les CFF. Le développement des infrastructures dépend ici entre autres du budget public, qui à son tour influence le transport des personnes et la demande en transports par route et par rail²⁹.

²⁶ Voir La vie économique (2007): Le commerce de détail suisse, un intermédiaire très important pour l'économie nationale, page 36.

²⁷ Voir La vie économique (2007): Le commerce de détail suisse, un intermédiaire très important pour l'économie nationale, page 38.

²⁸ Voir CS (2014): Manuel des branches, page 28.

²⁹ Voir CS (2013): Manuel des branches.

Entre 1997 et 2014, la valeur ajoutée et l'emploi dans cette branche ont connu un développement plutôt inférieur à la moyenne et la productivité du travail a stagné. En 2014 l'emploi dans les transports correspondait à environ 120 000 EPT. La part relative de cette branche dans la valeur ajoutée totale du secteur des services s'est maintenue autour de 5% environ. Les subventions sur les produits et la production dans les transports publics (prestations aux entreprises à partir des fonds publics) sont comptabilisées dans la valeur ajoutée du secteur des transports.

Hébergement (NOGA 55)

L'environnement économique de l'hébergement s'est compliqué (pression constante de la concurrence étrangère, renforcée ces derniers temps par l'évolution défavorable du change; concurrence des ménages, qui offrent des prestations d'hébergement via les plateformes d'internet). L'importance de la branche dans le secteur des services s'est donc amoindrie, que ce soit en termes de valeur ajoutée ou d'emploi. L'hébergement est également une des rares branches du secteur des services à avoir subi un recul de l'emploi en valeur absolue, à savoir 3 500 EPT en moins. La productivité du travail a aussi légèrement baissé. En valeur nominale, elle était en bas de l'échelle, avec 63 000 francs par EPT (2014), ce qui tient probablement au fort besoin en personnel des activités d'hébergement.

Restauration (NOGA 56)

Le secteur de la restauration a été confronté aux mêmes difficultés que celles rencontrées par le secteur de l'hébergement, dans des proportions un peu moindres. Les conséquences ont cependant été moins importantes, comme le prouve la légère augmentation en valeur absolue de la valeur ajoutée nominale et de l'emploi. La productivité réelle du travail a baissé (de 1,1% par an en moyenne), ce qui contraste un peu avec la légère augmentation nominale relevée précédemment. Le niveau de la productivité du travail était de 60 000 francs par EPT (2014), soit un niveau aussi faible que dans le secteur de l'hébergement.

Télécommunications (NOGA 61)

La branche des télécommunications affiche de loin la plus forte augmentation moyenne de productivité entre 1997 et 2014 (5,1%). La croissance annuelle de la performance économique de cette branche est impressionnante (environ 6% en moyenne) et atteint presque trois fois celle de l'ensemble du secteur des services. L'emploi en revanche a évolué moins rapidement que dans le secteur des services (1,0%). En 2014, la productivité nominale du travail était plus de 300 000 francs, soit un niveau supérieur à celui du commerce de gros. Elle a diminué légèrement par rapport à 1997, un phénomène qui s'explique par l'effondrement des prix des prestations de télécommunication.

Services informatiques (NOGA 62–63)

Les prestations informatiques couvrent les activités de programmation, les services de conseil dans le domaine des technologies de l'information, les activités de traitement des données et l'hébergement des sites web. Les services informatiques sont importants pour les finances et les assurances, mais sont aussi devenus incontournables dans d'autres branches. Avec l'utilisation

accrue des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la fin de la deuxième moitié des années 90, la demande en services informatiques a fortement augmenté. La branche s'est développée à une vitesse vertigineuse, avec des taux de croissance très élevés de la VAB réelle (plus de 10%). Dans le même temps, le nombre d'entreprises actives dans le domaine des TIC a doublé³⁰, entraînant une forte augmentation de l'emploi (env. 20%). La productivité nominale du travail a donc connu une évolution fortement négative. Après l'éclatement de la bulle informatique³¹ en 2000, la croissance économique s'est ralentie, entraînant des suppressions de postes. A quoi s'est ajoutée l'érosion des prix de l'équipement informatique. Après la crise de 2008, la branche a bénéficié de l'externalisation accrue des services informatiques des grandes entreprises³². Notamment pour la seconde moitié de la période étudiée, la branche informatique affiche une évolution de la productivité réelle nettement inférieure à celle de la productivité nominale. Il faut noter la très forte augmentation de l'emploi (5,6% par an en moyenne), qui a plus que doublé durant ces 17 ans.

Services financiers (NOGA 64)

La productivité nominale du travail des services financiers stagne depuis 1997 à un niveau élevé (tout juste 240 000 par EPT, voir tableau T 1), alors qu'on observe une légère augmentation en termes réels de 0,6% par an en moyenne. Comparé à l'ensemble du secteur des services, le secteur financier a vu son importance légèrement faiblir, que ce soit en termes de parts à la valeur ajoutée ou à l'emploi (derniers chiffres 10,2% et 6,0%). La valeur ajoutée réelle affiche aussi un taux de croissance inférieur à la moyenne de 1,7% en moyenne (pour 2,4% dans le secteur des services).

Si l'on regarde l'évolution annuelle de la VAB, de l'EPT et de la productivité du travail (voir graphique G7), on s'aperçoit que cette évolution n'a pas été du tout régulière. De toutes les branches des services, c'est celle des services financiers qui a été la plus marquée par une forte volatilité de l'évolution de la VAB: durant les 17 années entre 1997 et 2014, on constate trois fois une augmentation de plus de 10% (2000, 2005, 2007) et trois fois un recul de plus de 10% (2001, 2008 et 2009). Les chutes de la valeur ajoutée ont essentiellement correspondu à deux épisodes générés par des événements décisifs pour l'économie mondiale: d'abord l'éclatement de la bulle informatique et les attentats à partir de 2001, puis la crise des subprimes à partir de 2008.

Cependant, l'emploi n'a pas suivi la même dynamique: on constate au contraire qu'une grande partie de l'augmentation de l'emploi concerne les années qui suivent directement les deux crises mentionnées, alors que le recul de l'emploi n'a été observé que deux, voire quatre ans après ces mêmes crises, donc à un

³⁰ Office fédéral de la statistique, voir www.statistique.admin.ch → Trouver des statistiques → 16 – Culture, médias, société de l'information, sport → Société de l'information → Ensemble des indicateurs → Secteur TIC → Entreprises du secteur TIC

³¹ Aussi appelée bulle point com, car ce phénomène a touché les sociétés point com de la nouvelle économie.

³² Voir CS (2011): Manuel des branches.

moment où le creux de la vague était déjà atteint pour la VAB. Par conséquent, la productivité du travail a enregistré des fluctuations encore plus importantes que la VAB.

Au sein de cette branche des services financiers, la majorité de la VAB est produite par les établissements de crédit (86% en 2011)³³. C'est dans cette catégorie que se trouve la majorité des instituts régis par la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, notamment les grandes banques, banques cantonales, régionales et banques Raiffeisen, mais aussi les succursales suisses des banques étrangères. Un peu plus de la moitié (56% en 2011) de la VPB des établissements de crédit provient des rémunérations directes (services d'intermédiation financière directement mesurés SIFDM, soit les taxes facturées par exemple sur les crédits hypothécaires, la gestion des cartes de crédit et les activités d'émission). Le reste de la VPB provient de recettes indirectes: les services d'intermédiation financière indirectement mesurés SIFIM (42%) et le revenu des opérations commerciales (2%). Les rémunérations directes et la consommation intermédiaire sont responsables de la grande volatilité de la VAB, car sur la période étudiée, les SIFIM n'ont pas connu de grandes variations³⁴.

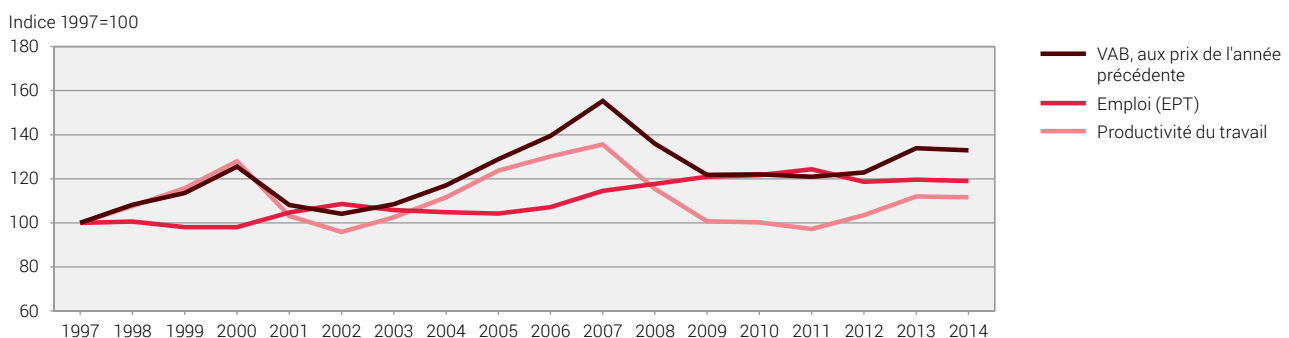
L'activité bancaire est essentiellement influencée par la croissance des revenus, l'évolution de la bourse et les cycles mondiaux des taux d'intérêt et des investissements. De plus, le secteur bancaire suisse se caractérise par une structure dualiste composée d'une part de grandes banques agissant à l'échelle internationale dans le domaine de la gestion de fortune et de la banque d'investissement (« investment banking »), d'autre part de petites banques traditionnelles spécialisées dans l'épargne et le crédit. La restructuration engagée dans le secteur bancaire avec la crise de l'immobilier au début des années 90 s'est amplifiée avec la crise financière. On le voit notamment avec l'augmentation du nombre de faillites. En 2009 il s'est élevé de façon

marquée chez les prestataires financiers, triplant en deux ans. Les holdings et sociétés d'investissement ont été particulièrement touchées, surtout les établissements les plus anciens³⁵. La croissance du secteur bancaire a été de nouveau stimulée après la crise financière, grâce aux marchés asiatiques, en plein développement, et à l'augmentation des fortunes gérées. Toutefois, les marges du marché de la gestion de crédit et de fortune sont sous pression avec l'évolution de la bourse, le faible niveau des intérêts et la demande de plus en plus forte de produits financiers plus simples et plus transparents.

La VAB du secteur financier dépendant largement de la demande mondiale en services financiers et de la situation du marché financier, elle est relativement indépendante de l'emploi, ce qui réduit la pertinence de la mesure de la productivité. Le développement de la productivité du travail du secteur financier est donc surtout marqué par les aléas de la bourse et les évolutions des marchés financiers internationaux. Ces cycles pouvant être d'une durée longue (voir graphique G7), il convient de rester prudent quant à l'évolution de la productivité du travail à court et à moyen terme. En outre, la question se pose de savoir dans quelle mesure le recul de la VAB et de la productivité du travail observé depuis 2007 n'est pas généré, dans le contexte international, par un environnement institutionnel de plus en plus difficile (durcissement de la régulation des marchés financiers et de la répression des formes contestables d'évasion fiscale).

Évolution de la valeur ajoutée brute (VAB), de l'emploi et de la productivité du travail dans les services financiers (NOGA 64), de 1997 à 2014

G 7



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

³³ Les 14% de VAB restants se répartissent entre la Banque Nationale Suisse, les fonds de placement monétaires et fonds d'investissement, les activités auxiliaires du secteur bancaire et les autres institutions financières et établissements financiers. Voir OFS (2015), Inventaire des méthodes d'estimation du PIB et du RNB de la Suisse, page 27.

³⁴ Pour l'évolution des SIFIM, voir OFS (2007): Services financiers – Une nouvelle mesure des services indirectement mesurés.

³⁵ Voir CS (2010): Manuel des branches, page 8.

Encadré 3 : Mesure de la valeur ajoutée brute dans les services financiers

La branche «Activités de services financiers» couvre la Banque Nationale Suisse, les établissements de crédit tels que les banques cantonales et les grandes banques ou les entreprises de participation financière, les sociétés fiduciaires et autres fonds et les institutions financières similaires. La valeur ajoutée brute y est générée en grande partie par les établissements de crédit.

D'après les directives internationales³⁶ la valeur de production des banques est composée essentiellement des émoluments provenant des opérations de commission³⁷ (services d'intermédiation financière directement mesurés SIFDM) et des frais bancaires facturés implicitement (services d'intermédiation financière indirectement mesurés SIFIM). Les premiers sont versés directement par les clients, tandis que les seconds résultent de l'activité d'intermédiaire financier dans les opérations de dépôt et de crédit. La marge d'intérêts avec l'acceptation des dépôts et l'octroi des crédits est appelée SIFIM sur dépôt et SIFIM sur crédit. La répartition comptable des SIFIM entre dépôt et crédit se fait à l'aide d'un taux d'intérêt de référence. Le taux d'intérêt de référence³⁸ utilisé est une moyenne pondérée des intérêts de crédit et de dépôt facturés, calculée sur la base de la statistique bancaire de la BNS³⁹.

La mesure de la VAB des services financiers fait cependant depuis longtemps l'objet de discussions régulières au niveau international, notamment les primes de risque incluses dans les SIFIM⁴⁰. Les SIFIM sont composés d'une partie liée à la prestation des services et d'une partie liée aux primes de risque. L'intégration des primes de risque conduit à une surévaluation de la VAB des banques. Ces primes de risque ont aussi une influence directe sur la VAB des autres secteurs institutionnels, car les SIFIM sont partiellement imputés à la consommation intermédiaire des autres secteurs institutionnels. Cependant, le recours à un taux d'intérêt sans risque dans le calcul des SIFIM n'entraînerait pas l'élimination de la prime de risque. Conformément au SNA 2008 et au SEC 2010, le taux d'intérêt de référence peut contenir des éléments de risque. Un taux d'intérêt de référence plus bas entraînerait simplement des SIFIM sur crédit plus élevés et des SIFIM sur dépôt plus bas. Il n'est pas facile d'évaluer de combien augmenteraient les SIFIM s'ils étaient corrigés du risque. La CN ne fait aucun calcul à ce sujet.

Assurance (NOGA 65)

La branche Assurance (NOGA 65) est divisée entre l'assurance (assurance vie et non-vie)⁴¹, la réassurance⁴² et les caisses et fonds de pension. En Suisse, cette branche est majoritairement constituée de grandes entreprises. Dans le domaine de l'assurance vie et de la réassurance, on trouve notamment des prestataires de grande taille, tandis que le domaine de l'assurance non-vie est plus fragmenté. En général, au sein du secteur des services, l'assurance a légèrement perdu de l'importance en ce qui concerne la valeur ajoutée et l'emploi. Mais cette diminution était moins marquée que dans le secteur des services financiers, et contrairement à ces derniers, l'assurance a pu augmenter nettement sa productivité du travail, que ce soit en valeur nominale (pour finir à plus de 360 000 francs par EPT, soit au deuxième rang de toutes les branches des services) ou en valeur réelle (augmentation de 3,3% par an en moyenne). L'évolution de la VAB, des EPT et de la productivité du travail a en outre été beaucoup plus régulière que celle des services financiers. Certes, là aussi les deux crises ont généré un léger recul de la VAB et de la productivité du travail, mais ces baisses furent de courte durée et furent compensées, malgré le durcissement des réglementations après la crise financière. Etant donné le grand nombre d'assureurs en Suisse, les perspectives de croissance sont limitées, notamment dans le domaine de l'assurance non-vie. Cependant, le vieillissement de la population entraîne un potentiel de croissance dans le domaine de l'assurance vie. Pour ce qui est de la réassurance, qui génère son volume de primes essentiellement à l'étranger, l'activité est déterminée par les sinistres importants et les catastrophes naturelles.

Les assurances non-vie représentent le plus gros bloc de la branche assurance (soit environ 40% de la VPB). Il faut noter qu'en termes de volume les trois piliers (assurance-vie, réassurance et caisses de pension) sont tout à fait similaires (si l'on se réfère aux chiffres de 2011). Si l'on considère l'ensemble de la branche assurance, une partie notable de la VPB provient des recettes du secteur immobilier (en 2011, plus de 7 milliards de francs, soit plus d'un sixième). L'assurance vie et les caisses de pension contribuent notamment à ce phénomène, car elles disposent d'un volume important de placements dans l'immobilier. Concernant l'assurance, la croissance moyenne de la productivité du travail en valeur réelle était supérieure de plus d'un point de pourcentage à celle en valeur nominale. L'évolution dynamique de la productivité réelle du travail indique que beaucoup d'entreprises ont pu réaliser d'importants effets d'échelle positifs. Cela signifie que l'augmentation des besoins en prestations d'assurance a été couverte sans que les sociétés d'assurance aient à accroître leur personnel dans les mêmes proportions. Mais comme pour les prestataires de services financiers, la VAB de la branche de l'assurance est relativement indépendante de l'emploi, ce qui atténue la pertinence de la mesure de la productivité.

³⁶ Les normes actuellement appliquées sont le Système européen des comptes (SEC 2010) ainsi que le Système de comptabilité nationale (SCN 2008).

³⁷ Font par exemple partie des opérations de commission les rémunérations explicites de services comme la gestion de compte, l'octroi d'hypothèque, les activités d'émission, la gestion des cartes de crédit, etc.

³⁸ Exemple: SIFIM sur crédit = (intérêts calculés (4%) – taux d'intérêt de référence (2%)) x montant du crédit, SIFIM sur dépôt = (taux d'intérêt de référence (2%) – taux d'intérêt calculé (1%)) x dépôt.

³⁹ Plusieurs solutions ont été analysées pour déterminer le taux d'intérêt de référence pour la Suisse (ex.: utilisation des taux interbancaires, ou recours à une moyenne entre les taux d'intérêt à court et à long terme). Voir OFS (2007): Services financiers – Une nouvelle mesure des services indirectement mesurés.

⁴⁰ Le groupe de travail de l'OCDE sur les services financiers analyse entre autres les questions de méthode et la problématique des primes de risque.

⁴¹ On entend par assurances vie les assurances couvrant des événements comme les décès et les assurances à capital différé. Les assurances couvrant les incendies, catastrophes naturelles, inondations et accidents de la route sont considérées comme des assurances non-vie. Les assurances maladie sont classées dans les assurances non-vie.

⁴² La forme la plus fréquente d'assurance est appelée assurance directe. Mais les assurances directes peuvent faire assurer une partie de leurs risques par d'autres assureurs, alors appelés réassureurs.

Encadré 4: Mesure de la valeur ajoutée brute dans l'assurance

Dans l'assurance, la VPB nominale se calcule de la façon suivante: on additionne les primes et les revenus de la fortune constituée par les réserves techniques; de cette somme, on soustrait ensuite les prestations versées en cas de sinistre ou à titre de pension ainsi que les modifications des réserves techniques.

Comme il serait problématique de déflater la VPB ainsi obtenue uniquement à partir de l'indice des prix pour les primes d'assurance (ces dernières étant seulement l'une des multiples composantes de la VPB), pour la plupart des activités d'assurance, le calcul de la VPB réelle se fait directement à partir de l'évolution du volume des risques assurés. Cette évolution de volume est à son tour déterminée à partir de mesures la plupart du temps monétaires (montant des dommages corrigés de l'inflation, réserves techniques en sus) ou, dans certains cas, non monétaires (par exemple pour les assurances maladie et accident, le nombre d'assurés ayant eu recours à des prestations sous forme de traitements ou d'indemnités journalières).

Immobilier (NOGA 68)

Le secteur immobilier couvre le commerce, la location et la gestion de biens immobiliers et de terrains. En 2013, le courtage et la gestion pour le compte de tiers représentaient plus des trois quarts de l'EPT de l'emploi total de cette branche. A peine un quart de l'emploi correspondait aux activités en relation avec l'immobilier en possession propre, soit à des entreprises étant à la fois propriétaires de leurs biens immobiliers et dont l'activité commerciale pouvait donc être considérée comme à haute intensité capitalistique. Il est frappant de constater que, sur la période analysée, l'emploi du secteur de l'immobilier a fortement augmenté, tandis que la performance économique a affiché une évolution constante. On observe de ce fait un fort recul de la productivité du travail.

En Suisse, le secteur de l'immobilier est fortement fragmenté, à savoir structuré en de nombreuses petites entreprises. C'est la conséquence des faibles barrières à l'entrée dans le négoce immobilier pour les propriétaires privés. Les quelques grands prestataires de services immobiliers dépendent des grands donneurs d'ordres, dont ils gèrent l'ensemble du portefeuille immobilier⁴³.

Entre 2007 et 2008, la Suisse a connu une forte immigration, dont l'effet est aussi constaté dans cette branche. L'augmentation de la demande de prestations immobilières, notamment d'agents immobiliers, se reflète dans l'évolution à la hausse de la VAB nominale. La VAB réelle du marché de l'immobilier n'a pas changé ces dernières années, malgré la construction de nombreux logements et la hausse des loyers.

Activités spécialisées 69–71 (NOGA 69–71; «Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie»)

Cette branche couvre aussi bien les activités juridiques et administratives (activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux et conseil de gestion des nomenclatures NOGA 69 et 70) que les activités techniques (activités d'architecture et d'ingénierie de la nomenclature NOGA 71). La croissance de l'emploi dans cette branche (augmentation de 2,7% par an en moyenne) est supérieure à la moyenne et est impressionnante, même en termes de valeur absolue (plus 85 000 EPT). La valeur ajoutée n'a pu suivre ce rythme (+1,2%), ce qui explique la baisse réelle de la productivité du travail de 1,4% par an. La productivité nominale du travail s'est tout de même légèrement améliorée et était encore au-dessus de la moyenne du secteur des services à la fin de la période observée.

Recherche-développement scientifique (NOGA 72)

Bien qu'en 2014 la productivité nominale du travail soit un peu inférieure à celle du début de la période étudiée, la branche de la R-D continue d'occuper la première place de toutes les branches de services, avec presque 400 000 francs par EPT. C'est une branche plutôt modeste, mais qui a enregistré une croissance remarquable, que ce soit en termes de valeur ajoutée (+3,1%) ou d'emploi (+5,3%). Cela recoupe l'observation suivant laquelle les dépenses de R-D de l'économie privée n'ont cessé d'augmenter en Suisse entre 2000 et 2012, avec un taux de croissance moyen de plus de 5% par an entre 2000 et 2008⁴⁴. On constate au final un recul de la productivité du travail (–2,1% par an en moyenne).

Activités spécialisées 73–75 (NOGA 73–75;

«Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques»)

Cette branche très hétérogène est constituée pour la plus grande part de la publicité, des études de marché et du design graphique, mais aussi des traductions, de la photographie et des activités vétérinaires. Contrairement au bloc des activités spécialisées analysé ci-dessus (NOGA 69–71), celui-ci est beaucoup plus modeste en termes de valeur ajoutée et d'emploi; il a tendance à perdre de l'importance au fil du temps. L'évolution de la productivité du travail était négative, que ce soit en valeur nominale (–0,6% par an en moyenne) ou en valeur réelle (–2,6%).

Services administratifs (NOGA 77–82)

De toutes les branches des services, c'est celle qui a enregistré l'augmentation de l'emploi la plus importante en valeur absolue (plus 100 000 EPT), l'emploi ayant presque été multiplié par deux en 17 ans. Une grande partie de cette hausse est sans doute due à l'externalisation de certaines activités auparavant exercées en interne. On trouve par exemple dans cette branche des activités à fort taux d'emploi comme les «Activités liées à l'emploi»⁴⁵ ou le nettoyage des bâtiments. La valeur ajoutée nominale a augmenté de plus du double, entraînant une légère hausse de la productivité nominale du travail. Mais cette dernière est restée

⁴³ Voir CS (2010): Manuel des branches, page 40.

⁴⁴ Voir OFS (2015): Science et technologie – Statistique de poche.

⁴⁵ Dans les CN, l'emploi et la valeur ajoutée générés par les effectifs placés par la branche «Activités liées à l'emploi» (NOGA 78) sont imputés à cette branche et non à celle dans laquelle les personnes placées travaillent.

à un niveau toujours faible (derniers chiffres 82 000 francs par EPT). Cela reflétait probablement la forte intensité de travail et les exigences de qualification plutôt faibles des activités de cette branche hétérogène. La productivité réelle du travail a subi un léger recul (−0,5% par an).

Enseignement (NOGA 85)

Cette branche couvre uniquement les écoles et centres de formation continue privés, car les écoles publiques et les universités sont attribuées aux administrations publiques et ne font donc pas partie du secteur marchand, comme nous l'avons indiqué en introduction dans la section 2.1. La part de l'économie privée du domaine de la formation représente une contribution relativement faible à l'emploi dans le secteur des services (derniers chiffres: 2,5%). Avec moins de 60 000 francs, la valeur ajoutée nominale est très faible, et correspond à un recul en valeur nominale, encore plus grand en valeur réelle, par rapport à 1997. Les raisons de ces médiocres résultats sont très mal connues, si ce n'est la faible intensité capitalistique qui caractérise le secteur de la formation.

Santé humaine (NOGA 86)

De toutes les branches examinées dans le présent document, celle de la santé est la plus importante en termes d'emploi (11,3% de l'emploi total du secteur des services). Plus de la moitié de l'emploi exprimé en EPT concerne les hôpitaux et cliniques spécialisées, le reste étant attribué aux cabinets médicaux, laboratoires et autres activités comme la psychothérapie, la physiothérapie, les soins à domicile, et les sages-femmes⁴⁶. L'évolution démographique (âge moyen de la population plus élevé, prolongation de l'espérance de vie) et la constante augmentation de l'offre de méthodes des traitements médicaux ont entraîné une forte croissance dans le secteur de la santé humaine, que ce soit en termes de valeur ajoutée (augmentation annuelle de 3,5% en moyenne) ou d'emploi (2,6%)⁴⁷. Cette croissance s'est accompagnée d'une hausse de la productivité de 1,0% en moyenne. Cette dernière est cependant seulement le résultat des premières années de la période analysée ici. Pour la dernière année de l'étude (2014), la productivité du travail était légèrement inférieure à celle enregistrée tout de suite après le tournant du siècle. Ce phénomène s'explique par une accélération de la croissance de l'emploi vers la fin de période sous revue, combinée au même moment à un ralentissement du rythme d'augmentation de la valeur ajoutée.

Hébergement et action sociale (NOGA 87–88)

Cette branche couvre tous les foyers et institutions fournissant directement des prestations dans les secteurs de l'action sociale et des soins. Elle inclut aussi l'accueil de jour des enfants. Elle ne comprend pas l'administration publique dans le domaine de l'action sociale; ces activités sont en effet répertoriées dans la nomenclature NOGA 84 et ne sont pas comptabilisées dans le secteur marchand. La forte augmentation de la valeur ajoutée est manifeste: en 2014, en valeur nominale, elle était plus de deux fois supérieure à celle du début de la période étudiée. Ce phénomène reflète la forte augmentation de la demande de prestations sociales et de soins. La croissance de l'emploi était encore plus marquée (5,0% par an en moyenne). Par conséquent, en 2014, le niveau de la productivité nominale (69 000 francs par EPT) est passé en dessous de celui enregistré au début de la période observée. L'évolution de la productivité réelle du travail était encore plus décevante (−1,4% par an en moyenne).

Autres services (NOGA 94–96)

Cette petite branche couvre à la fois les services fournis aux entreprises (organisations économiques, blanchisseries) et ceux dont la production est essentiellement destinée à la consommation des foyers (nettoyage des textiles, salons de coiffure et instituts de beauté). Il s'agit d'activité ayant plutôt une forte intensité en personnel et une faible intensité capitalistique. Cela peut expliquer le niveau plutôt faible de la productivité du travail (78 000 francs par EPT en 2014). Les taux de croissance moyens de la VAB réelle, de l'emploi et de la productivité du travail dépassaient à peine zéro.

⁴⁶ Dans le Compte de production et le calcul de la productivité, l'hébergement médico-social et social (NOGA 87 – Hébergements médicalisés, maisons pour personnes âgées, institutions pour personnes handicapées, etc.) n'est pas imputé à la santé mais à la branche «Hébergement et action sociale».

⁴⁷ Les prestataires de santé ne sont pas couverts par la Statistique de la valeur ajoutée (WS), car pour les coûts de santé et les résultats comptables il existe des enquêtes par sondage spécifiques suivant les différentes catégories (hôpitaux, cabinets médicaux, services d'aide et de soins à domicile). Les postes pris en compte pour le calcul de la VPB, de la consommation intermédiaire et de la VAB sont cependant très comparables à ceux de la WS.

4 Résumé et conclusions

Entre 1997 et 2014, le secteur des services a accru son importance relative, mesurée à l'aune de l'emploi et de la performance économique. Comparée à celle du secteur secondaire, la croissance de sa productivité du travail annuelle a toutefois progressé plus faiblement. La présente publication étudie plus en détail les branches du secteur marchand afin de trouver des explications à ce phénomène.

La mesure de l'activité économique du tertiaire soulève des difficultés, qui peuvent se répercuter sur la mesure de la productivité du travail. La mesure des volumes n'est en particulier pas assez développée, ce qui peut avoir un impact sur le calcul de l'évolution de la productivité en termes réels. Mais comme il n'existe ni indice des prix à la production (IPP), ni indice des prix à la consommation (IPC) pour beaucoup de branches des services, les CN utilisent en dernier recours l'indice suisse des salaires (ISS) pour éliminer l'effet des prix, même si celui-ci est moins approprié.

Une première analyse par groupe de branches montre que des changements structurels ont eu lieu au sein du secteur des services, avec un déplacement significatif du poids des diverses branches. La part des emplois a diminué dans le commerce, la restauration et l'hébergement, tandis qu'elle a augmenté dans la santé humaine et l'action sociale. Pour ce qui est de la productivité à prix courants, les branches commerce de gros, télécommunications, services financiers, assurances et recherche-développement arrivent en tête, alors que les branches restauration et enseignement ferment la marche. La branche des services informatiques a subi un net recul de la productivité du travail.

La croissance de la productivité du travail du secteur des services est fortement influencée par les services financiers. Sans ces derniers, elle aurait été positive en 2001, 2008 et 2009. Il convient de souligner que l'évolution de la productivité du travail du secteur financier résulte principalement de l'activité boursière et des développements sur les marchés financiers internationaux. La VAB du secteur financier dépend par conséquent fortement de la demande mondiale de services financiers et de la situation sur le marché financier. Elle est en revanche moins liée à l'emploi, ce qui réduit la pertinence de la mesure de la productivité.

Il ressort par ailleurs de l'analyse des contributions à la croissance qu'un petit nombre de branches seulement génèrent la majeure partie de cette croissance de la productivité du travail dans le secteur des services. Le commerce de gros est de loin la branche qui contribue le plus à la croissance. Le commerce de transit, notamment, fournit une contribution majeure: plus de la moitié de l'augmentation de la marge commerciale brute du commerce de gros est due au commerce de transit depuis 2000.

La branche des télécommunications, quant à elle, affiche de loin le taux de croissance moyen de productivité le plus élevé au cours des années 1997 à 2014. La croissance de la valeur ajoutée brute de cette branche est aussi impressionnante puisqu'elle est le triple de celle de tout le secteur des services.

Le document examine ensuite si les progrès en matière de productivité sont surtout réalisés par les entreprises et les branches exposées à la concurrence internationale. A cet effet, la productivité à prix courants des branches est mise en relation avec un indicateur de l'ouverture sur l'étranger. Les résultats montrent qu'il y a une corrélation positive entre l'ouverture sur l'étranger et la productivité du travail. Des branches à forte intensité capitaliste, telles que les télécommunications, et celles où la rémunération de l'emploi est plutôt inférieure à la moyenne (restauration, hébergement, culture et activités récréatives) ne correspondent pas à ce schéma.

Bibliographie

CS (2010): *Branchenhandbuch*, Credit Suisse, Zürich

CS (2011): *Branchenhandbuch*, Credit Suisse, Zürich

CS (2012): *Branchenhandbuch*, Credit Suisse, Zürich

CS (2013): *Branchenhandbuch*, Credit Suisse, Zürich

Eurostat (2005): *Manuel de la mesure des prix et des volumes dans les comptes nationaux*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg

OCDE (2001): *Measuring Productivity – OECD Manual*, OECD Publications, Paris

OFS (2007): *Services financiers – Une nouvelle mesure des services indirectement mesurés*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2015): *Mesure de la productivité du travail en Suisse, Rapport de méthode*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2015): *Inventaires des méthodes d'estimation du PIB et du RNB de la Suisse*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2015): *Productivité du travail en Suisse, Analyse de l'évolution de 1995 à 2013*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2015): *IOT 2011 – Erläuterungen und Hinweise zur Nutzung der Schweizerischen Input-Output-Tabelle 2011*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2015): *Science et technologie – Statistique de poche*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2016): *Indice suisse des prix à la consommation: décembre 2015 = 100, Aperçu des méthodes et pondération 2016*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

OFS (2016): *Indice des prix à la production et à l'importation, décembre 2015 = 100, Aperçu méthodologique*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel

La vie économique (2007): *Le commerce de détail suisse, un intermédiaire très important pour l'économie nationale*, Secrétariat d'État à l'économie SECO, Bern, Décembre

Abréviations

BNS	Banque nationale suisse
CHF	Francs suisses
CN	Comptes nationaux
CPA	<i>Classification of Products by Activity</i> ; Classification statistique des produits associée aux activités
EPT	Equivalents plein temps
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
IOT	Tableau input-output
IPC	Indice suisse des prix à la consommation
IPP	Indice des prix à la production
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISS	Indice suisse des salaires
NOGA	Nomenclature Générale des Activités économiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFS	Office fédéral de la statistique
PIB	Produit intérieur brut
PP	Point de pourcentage
R-D	Recherche et développement
SCN	Système de comptabilité nationale
SEC	Système européen des comptes
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SIFDM	Services d'intermédiation financière directement mesurés
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
STATENT	Statistique structurelle des entreprises
TI	Téchnologies d'information
VAB	Valeur ajoutée brute
VPB	Valeur de production brute
WS	<i>Wertschöpfungsstatistik</i> ; Statistique de la valeur ajoutée

Annexe

**Intitulé des branches du secteur des services (groupes de branches et branches)
et leur classification NOGA**

TA 1

Groupes des branches			Branches (agrégation CN50)		
NOGA	Abréviation	Branches	NOGA	Abréviation	Branches
45 – 47	Commerce	Commerce; réparation d'automobiles	45	Commerce et rép. auto	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
			46	Commerce de gros	Commerce de gros
			47	Commerce de détail	Commerce de détail
49 – 53; 58 – 63	Transports, entreposage et poste	Transports, entreposage; information et communication	49 – 51	Transports	Transports terrestres, par conduites, par eau et aérien
			52	Services auxil. transp.	Entreposage et services auxiliaires des transports
			53	Poste et courrier	Activités de poste et de courrier
55 – 56	Hébergement et restauration	Hébergement et restauration	55	Hébergement	Hébergement
			56	Restauration	Restauration
49 – 53; 58 – 63	Information et communication	Transports, entreposage; information et communication	58 – 60	Médias	Édition, audiovisuel et diffusion
			61	Télécommunications	Télécommunications
			62 – 63	Services informatiques	Activités informatiques et services d'information
64	Activités financières	Activités financières	64	Services financiers	Activités des services financiers
65	Assurance	Assurance	65	Assurance	Assurance
68 – 82	Immobilier et services aux entreprises	Activités immobilières, scientifiques, techniques; services administratifs	68	Immobilier	Activités immobilières
			69 – 71	Activités spécialisées 69 – 71	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie
			72	R-D	Recherche-développement scientifique
			73 – 75	Activités spécialisées 73 – 75	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques
			77 – 82	Services administratifs	Activités de services administratifs et de soutien
85	Enseignement	Enseignement	85	Enseignement	Enseignement
86 – 88	Santé humaine et activités sociales	Santé humaine et activités sociales	86	Santé humaine	Activités pour la santé humaine
			87 – 88	Héberg. et action sociale	Hébergement médico-social et social et action sociale
90 – 96	Culture, récréation et autres services	Arts, spectacles, activités récréatives et autres activités de service	90 – 93	Culture et récréation	Arts, spectacles et activités récréatives
			94 – 96	Autres services	Autres activités de services
97	Ménages en tant qu'employeurs	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	97	Ménages-employeurs	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique

Source: OFS – Section structure et analyses économiques

© OFS 2016

Déflateurs utilisés dans le secteur des services

TA2

NOGA	Branches	Indice des prix à la production (IPP)	Indice des prix à la consommation (IPC)	Indice suisse des salaires (ISS)	Autres
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles		x		
46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	x			x
47	Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles		x		
49	Transports terrestres et transport par conduites	x (depuis 2001)	x		
50	Transports par eau			x	
51	Transports aériens	x (depuis 2012)			
52	Entreposage et services auxiliaires des transports	x	x	x	
53	Activités de poste et de courrier		x		
55	Hébergement		x		
56	Restauration		x		
58	Édition		x		
59	Production de films cinématographiques, de programmes de télévision; édition musicale			x	
60	Programmation et diffusion			x	
61	Télécommunications	x (depuis 2011)			
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques			x	
63	Services d'information			x	
64	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	Voir les commentaires en bas			
65	Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	Voir les commentaires en bas			
68	Activités immobilières		x		x
69	Activités juridiques et comptables			x	
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	x (depuis 2011)		x	
71	Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	x (depuis 2002)			
72	Recherche-développement scientifique			x	
73	Publicité et études de marché			x	
74	Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques			x	
75	Activités vétérinaires		x		
77	Activités de location et location-bail			x	
78	Activités liées à l'emploi	x (depuis 2012)			
79	Activités des agences de voyage, voyagistes; services de réservation			x	
80	Enquêtes et sécurité	x (depuis 2009)			
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	x (depuis 2009)			
82	Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises			x	

NOGA 64: La valeur de production hors SIFIM est déflatée au moyen de la variation annuelle de l'indice suisse des salaires. SIFIM: calcul direct de valeurs aux prix de l'année précédente, effectué au niveau du total des crédits ou des dépôts et pour chaque sous-secteur considéré. Les valeurs nominales de l'année précédente sont extrapolées par l'évolution du montant de crédits ou de dépôts, déflaté par le déflateur implicite de la demande intérieure finale hors SIFIM.

NOGA 65: Les évolutions en volume sont calculées directement. Dans la plupart des cas, des mesures monétaires (montant des sinistres dus et des provisions techniques brutes, déflatés par l'IPC) sont utilisées, et dans d'autres cas des indicateurs non-monétaires (p.ex. pour les assurances maladies et accidents: nombre de bénéficiaires ayant reçu des prestations sous forme de traitements ou de rentes).

Déflateurs utilisés dans le secteur des services – (Fin)

TA2

NOGA	Branches	Indice des prix à la production (IPP)	Indice des prix à la consommation (IPC)	Indice suisse des salaires (ISS)	Autres
85	Enseignement		x		
86	Activités pour la santé humaine		x		
87	Hébergement médico-social et social		x		
88	Action sociale sans hébergement		x		
90	Activités créatives, artistiques et de spectacle		x		
91	Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles			x	
92	Organisation de jeux de hasard et d'argent			x	
93	Activités sportives, récréatives et de loisirs		x		
94	Activités des organisations associatives			x	
95	Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques		x		
96	Autres services personnels		x		
97	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique		x		

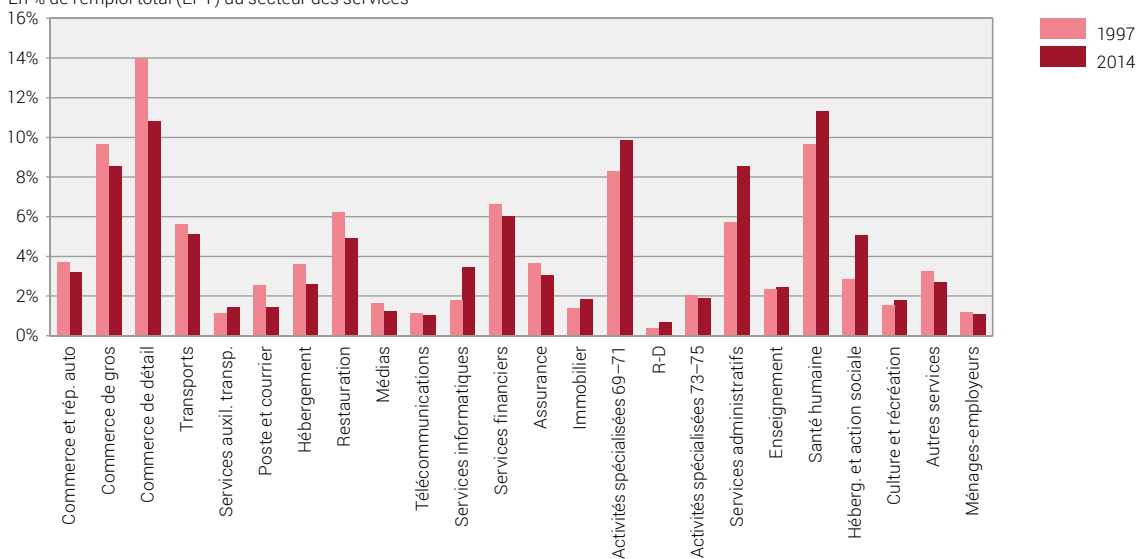
Source: OFS – Section structure et analyses économiques

© OFS 2016

Part relative des branches du secteur des services, en 1997 et 2014

GA 1

En % de l'emploi total (EPT) du secteur des services



Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

Quote-part du commerce extérieur des branches du secteur des services en 2011, selon IOT

Classification statistique des produits associée aux activités
(Classification of Products by Activity-CPA)

TA3

NOGA	Branches	Quote-part du commerce extérieur
45	Commerce et rép. auto	0,9%
46	Commerce de gros	30,3%
47	Commerce de détail	9,3%
49 – 51	Transports	27,6%
52	Services auxil. transp.	41,5%
53	Poste et courrier	57,8%
55	Hébergement	37,8%
56	Restauration	29,9%
58 – 60	Médias	33,2%
61	Télécommunications	8,9%
62 – 63	Services informatiques	59,9%
64	Services financiers	114,8%
65	Assurance	46,6%
68	Immobilier	0,2%
69 – 71	Activités spécialisées 69 – 71	40,5%
72	R-D	46,8%
73 – 75	Activités spécialisées 73 – 75	0,2%
77 – 82	Services administratifs	25,7%
85	Enseignement	0,1%
86	Santé humaine	5,6%
87 – 88	Héberg. et action sociale	3,8%
90 – 93	Culture et récréation	3,7%
94 – 96	Autres services	41,6%
Total secteur des services		29,9%

Source: OFS – CN

© OFS 2016

Productivité du travail des branches du secteur des services, de 1997 à 2014

Taux de croissance annuels, en %, aux prix de l'année précédente

TA 4

NOGA	Branches	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	1997 – 2014 TdC moyen
45	Commerce et rép. auto	0,2%	-6,0%	2,2%	1,1%	5,4%	-1,5%	2,5%	-3,5%	-1,1%	1,1%	2,0%	-5,1%	4,9%	-1,1%	1,1%	-3,9%	-0,2%	-0,2%
46	Commerce de gros	2,0%	10,2%	12,7%	-0,9%	1,2%	2,1%	9,9%	6,0%	8,5%	4,9%	2,1%	3,1%	1,9%	-6,2%	-0,2%	0,6%	8,1%	3,8%
47	Commerce de détail	1,0%	2,7%	2,7%	2,1%	-0,8%	1,5%	0,4%	2,9%	2,4%	1,0%	2,5%	2,2%	2,0%	0,0%	7,2%	2,5%	3,0%	2,1%
49-51	Transports	11,0%	-16,9%	5,9%	-2,0%	1,1%	1,6%	5,0%	-1,8%	-2,0%	1,1%	2,2%	-6,7%	6,6%	-3,3%	1,4%	-2,6%	3,3%	0,1%
52	Services auxil. transp.	-20,6%	-14,2%	1,9%	5,8%	-3,2%	-1,5%	5,9%	-4,3%	5,3%	-3,2%	-2,0%	9,2%	3,1%	-2,7%	-1,7%	-1,6%	4,0%	-1,4%
53	Poste et courrier	1,2%	-2,4%	-1,8%	-4,0%	5,2%	2,2%	-4,2%	5,0%	-1,7%	2,8%	4,5%	3,4%	0,1%	0,5%	4,6%	-6,2%	-11,1%	-0,2%
55	Hébergement	0,0%	-2,4%	2,6%	0,7%	-4,7%	-7,5%	-2,9%	1,9%	0,2%	2,2%	1,4%	-2,5%	-0,3%	-2,1%	-1,5%	0,0%	2,7%	-0,8%
56	Restauration	-1,7%	-2,7%	2,7%	0,8%	-3,4%	-5,4%	-3,5%	1,4%	2,1%	1,6%	1,7%	-4,4%	0,4%	-0,1%	-4,7%	-0,6%	-2,3%	-1,1%
58-60	Médias	-2,3%	-2,0%	-0,7%	4,5%	1,6%	0,5%	-2,7%	0,6%	-3,1%	-1,6%	-1,1%	-6,9%	2,0%	-4,3%	-11,3%	-4,1%	-2,9%	-2,1%
61	Télécommunications	4,5%	-2,8%	20,8%	7,5%	5,1%	6,5%	3,7%	11,6%	7,2%	4,5%	10,4%	8,5%	6,3%	-9,0%	1,3%	5,1%	-1,1%	5,1%
62-63	Services informatiques	-9,6%	-6,3%	-2,9%	-2,9%	5,1%	-9,9%	5,3%	-1,8%	-1,2%	-4,3%	0,7%	-0,5%	0,3%	-10,9%	1,3%	-2,0%	-1,8%	-2,5%
64	Services financiers	7,6%	7,5%	10,5%	-19,4%	-7,1%	7,0%	8,9%	10,8%	5,3%	4,2%	-14,8%	-12,8%	-0,5%	-3,0%	6,5%	8,1%	-0,3%	0,6%
65	Assurance	3,2%	5,3%	14,9%	-1,5%	-2,2%	7,1%	0,8%	5,7%	5,0%	2,0%	7,0%	-0,6%	0,6%	1,0%	0,5%	4,6%	3,0%	3,3%
68	Immobilier	6,6%	-2,3%	-11,7%	-3,9%	-9,6%	-2,6%	-3,2%	-0,4%	-6,0%	-1,3%	-3,5%	2,1%	-3,9%	-3,9%	-6,6%	-2,2%	-0,9%	-3,2%
69-71	Activités spécialisées 69-71	-1,6%	-2,8%	-3,6%	-0,8%	-6,9%	-6,6%	3,7%	0,7%	-0,8%	0,1%	-1,5%	-1,9%	-1,6%	-1,1%	1,6%	-0,2%	-0,1%	-1,4%
72	R-D	6,5%	0,1%	2,6%	-1,3%	-8,1%	-7,5%	2,4%	-3,2%	-13,3%	-3,6%	-0,3%	0,1%	-4,0%	-14,7%	7,2%	2,2%	2,9%	-2,1%
73-75	Activités spécialisées 73-75	-1,3%	-4,3%	-8,3%	-2,9%	-9,2%	-6,6%	-0,3%	1,7%	2,0%	0,2%	2,0%	1,0%	-4,2%	-3,3%	-6,4%	-1,8%	0,6%	-2,6%
77-82	Services administratifs	-3,8%	-2,2%	-3,5%	0,2%	-5,8%	-8,8%	1,4%	-0,3%	2,3%	0,0%	-0,3%	0,2%	10,7%	0,6%	2,9%	-1,8%	1,8%	-0,5%
85	Enseignement	-4,4%	-4,4%	3,2%	-7,3%	-6,0%	-10,9%	-8,6%	1,3%	2,1%	7,6%	-5,6%	-2,1%	-2,6%	12,9%	-7,5%	-6,8%	-0,2%	-2,5%
86	Santé humaine	9,8%	1,4%	1,8%	5,6%	2,9%	-0,3%	1,4%	-2,4%	-0,2%	-0,5%	3,7%	0,1%	-2,0%	-4,9%	1,3%	0,9%	0,4%	1,0%
87-88	Héberg. et action sociale	10,2%	-0,9%	0,0%	1,9%	0,3%	-4,0%	-1,2%	-3,9%	-8,8%	-9,3%	-6,2%	0,2%	0,9%	2,6%	-2,6%	-3,9%	2,8%	-1,4%
90-93	Culture et récréation	0,3%	-1,7%	-3,2%	-0,1%	16,4%	4,2%	0,3%	1,4%	-1,1%	1,2%	1,8%	2,9%	-2,7%	-9,3%	-3,7%	-14,4%	19,6%	0,4%
94-96	Autres services	-2,0%	-5,1%	0,6%	-0,5%	5,8%	-2,4%	1,3%	0,5%	-2,6%	2,4%	4,5%	1,7%	-0,2%	3,2%	0,0%	-1,6%	-3,1%	0,1%
97	Ménages-employeurs	0,5%	-9,9%	-11,7%	11,9%	-10,4%	14,4%	1,9%	7,1%	-2,0%	-2,4%	-15,9%	-7,3%	38,9%	7,9%	-4,9%	-0,1%	-0,1%	0,4%
Total secteur des services		2,8%	0,5%	4,6%	-2,5%	-1,4%	-0,1%	3,3%	2,9%	2,3%	1,9%	-1,5%	-1,2%	1,8%	-2,6%	1,0%	0,2%	2,0%	0,8%

Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

Contributions des branches à la croissance de la productivité du travail du secteur des services, de 1997 à 2014

Contributions en point de pourcentage, aux prix de l'année précédente

TA 5

NOGA	Branches	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
45	Commerce et rép. auto	-0,03%	-0,22%	0,03%	-0,03%	0,13%	0,01%	0,08%	-0,05%	-0,05%	-0,05%	-0,03%	-0,14%	0,14%	-0,03%	0,00%	-0,12%	-0,03%
46	Commerce de gros	0,25%	0,92%	1,21%	-0,27%	0,01%	0,17%	1,30%	0,90%	1,29%	0,95%	-0,02%	0,23%	0,76%	-0,92%	-0,12%	0,02%	1,28%
47	Commerce de détail	-0,05%	0,05%	0,09%	0,15%	-0,10%	0,18%	-0,04%	0,09%	-0,09%	-0,02%	0,05%	0,10%	0,27%	-0,18%	0,19%	0,00%	0,09%
49-51	Transports	0,39%	-1,08%	0,20%	-0,08%	0,02%	0,08%	0,18%	-0,10%	-0,09%	0,03%	0,07%	-0,36%	0,37%	-0,08%	0,11%	-0,20%	0,17%
52	Services auxil. transp.	-0,08%	-0,10%	0,04%	-0,05%	-0,01%	-0,02%	0,13%	-0,04%	0,09%	-0,03%	0,03%	0,08%	0,05%	0,01%	-0,03%	-0,08%	0,03%
53	Poste et courrier	-0,06%	0,01%	0,00%	-0,11%	0,01%	0,00%	-0,08%	0,03%	-0,06%	-0,04%	-0,02%	-0,02%	-0,05%	-0,02%	0,00%	-0,25%	-0,15%
55	Hébergement	0,06%	-0,05%	-0,01%	-0,05%	-0,14%	-0,19%	-0,08%	-0,02%	-0,02%	0,01%	0,01%	-0,05%	0,00%	-0,08%	-0,06%	-0,01%	0,01%
56	Restauration	-0,04%	-0,07%	0,02%	-0,02%	-0,12%	-0,21%	-0,11%	0,00%	0,01%	0,00%	0,00%	-0,16%	-0,01%	-0,08%	-0,14%	-0,03%	-0,05%
58-60	Médias	-0,02%	-0,04%	-0,01%	0,04%	-0,01%	-0,02%	-0,04%	0,00%	-0,09%	-0,08%	-0,08%	-0,10%	-0,02%	-0,11%	-0,12%	-0,07%	-0,05%
61	Télécommunications	0,44%	0,07%	0,62%	0,01%	0,01%	0,05%	0,07%	0,17%	0,14%	0,05%	0,17%	0,17%	0,13%	-0,03%	-0,03%	0,09%	0,05%
62-63	Services informatiques	0,21%	0,31%	0,37%	0,13%	0,07%	-0,41%	0,11%	0,06%	0,03%	-0,11%	0,02%	0,01%	0,06%	-0,27%	0,14%	-0,06%	0,00%
64	Services financiers	0,82%	0,52%	1,39%	-2,65%	-0,66%	0,57%	0,96%	1,30%	0,85%	1,18%	-2,43%	-1,46%	0,00%	-0,38%	0,04%	0,68%	-0,19%
65	Assurance	0,23%	0,31%	0,86%	-0,10%	-0,17%	0,42%	0,09%	0,33%	0,12%	0,01%	0,34%	0,09%	-0,05%	-0,09%	0,24%	0,34%	0,14%
68	Immobilier	0,26%	0,02%	-0,38%	-0,01%	-0,16%	-0,01%	-0,01%	-0,01%	-0,04%	0,00%	0,01%	0,08%	-0,08%	-0,07%	-0,05%	-0,03%	-0,03%
69-71	Activités spécialisées	-0,21%	-0,23%	-0,23%	0,09%	-0,45%	-0,52%	0,37%	0,17%	0,12%	0,10%	-0,08%	-0,01%	0,01%	-0,09%	0,26%	0,01%	0,13%
72	R-D	0,06%	0,07%	0,12%	0,04%	0,08%	-0,05%	0,08%	0,01%	-0,03%	0,02%	-0,06%	0,15%	-0,05%	-0,15%	0,08%	-0,08%	0,06%
73-75	Activités spécialisées	0,00%	-0,02%	-0,07%	0,01%	-0,17%	-0,15%	-0,06%	-0,02%	0,00%	-0,02%	0,00%	-0,01%	-0,06%	-0,02%	-0,05%	-0,03%	0,01%
77-82	Services administratifs	-0,01%	0,08%	0,02%	0,16%	-0,18%	-0,26%	0,14%	0,07%	0,21%	0,16%	0,15%	-0,05%	0,33%	0,13%	0,23%	0,10%	0,07%
85	Enseignement	-0,04%	-0,07%	-0,02%	-0,02%	-0,02%	-0,08%	-0,09%	-0,02%	-0,03%	0,00%	0,00%	-0,01%	-0,05%	0,03%	-0,03%	-0,02%	0,00%
86	Santé humaine	0,56%	0,09%	0,26%	0,28%	0,26%	0,25%	0,23%	-0,07%	-0,07%	-0,16%	0,30%	0,18%	0,04%	-0,12%	0,33%	0,17%	0,19%
87-88	Héberg. et action sociale	0,08%	0,02%	0,09%	0,06%	0,05%	0,03%	0,05%	0,02%	-0,05%	-0,06%	0,02%	0,07%	0,05%	0,06%	0,08%	0,01%	0,10%
90-93	Culture et récréation	0,02%	0,00%	-0,02%	0,00%	0,09%	0,05%	0,04%	0,07%	0,02%	0,01%	0,01%	0,02%	-0,06%	-0,09%	-0,02%	-0,13%	0,22%
94-96	Autres services	-0,06%	-0,12%	-0,02%	-0,01%	0,04%	-0,04%	0,01%	0,02%	-0,03%	0,00%	0,02%	0,00%	-0,01%	0,02%	-0,03%	-0,02%	-0,04%
97	Ménages-employeurs	-0,01%	0,01%	0,00%	-0,03%	-0,02%	0,00%	0,01%	0,01%	0,01%	0,01%	0,02%	-0,01%	-0,01%	-0,01%	0,02%	-0,02%	0,02%
Total secteur des services		2,76%	0,48%	4,55%	-2,46%	-1,40%	-0,14%	3,34%	2,93%	2,27%	1,95%	-1,51%	-1,16%	1,78%	-2,59%	1,03%	0,22%	2,03%

Sources: OFS – STATENT, CN

© OFS 2016

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

- 00 Bases statistiques et généralités
- 01 Population
- 02 Espace et environnement
- 03 Travail et rémunération
- 04 Economie nationale
- 05 Prix
- 06 Industrie et services
- 07 Agriculture et sylviculture
- 08 Energie
- 09 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Mobilité et transports
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Protection sociale
- 14 Santé
- 15 Education et science
- 16 Culture, médias, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse



Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A5/6 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail Statistique suisse est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (058 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?

Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive

La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Stat@las Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives



L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 3 000 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.

www.statatlas-suisse.admin.ch

SwissStats: des statistiques à emporter



Cette sélection de publications numériques populaires au contenu interactif pour tablettes est disponible sur Apple App Store et Google Play Store. L'application est régulièrement mise à jour et complétée.

Pour plus d'informations

Service de renseignements statistiques de l'OFS

058 463 60 11, info@bfs.admin.ch

Suite aux mutations structurelles de l'économie, le secteur tertiaire totalise de nos jours plus de deux tiers des emplois de l'économie marchande (ou «business sector»). L'Office fédéral de la statistique se focalise, dans cette publication, sur l'analyse de l'évolution à long terme de la productivité du travail du secteur des services afin de contribuer à une meilleure compréhension de l'importance de ce secteur économique. La productivité du travail mesure l'efficacité avec laquelle les ressources humaines sont mises en œuvre dans le processus de production. Elle constitue ainsi l'une des notions les plus courantes dans l'analyse macroéconomique.

Commandes d'imprimés

Tél. 058 463 60 60
Fax 058 463 60 61
order@bfs.admin.ch

Prix

fr. 8.– (TVA excl.)

Téléchargement

www.statistique.ch (gratuit)

Numéro OFS

991-1401

ISBN

978-3-303-04093-5

**La statistique
compte pour vous.**

www.la-statistique-compte.ch